

FOCUS **AFRIQUE** 2023



GOBIERNO
DE ESPAÑA



AGENDA
2030



Table des matières

Résumé exécutif	5
1. Contexte stratégique	11
2. Priorités	15
2.1. Partenaires pour la paix et la sécurité	17
2.2. Partenaires pour la promotion d'économies durables et inclusives, l'intégration régionale de l'Afrique et la lutte contre le changement climatique	19
2.3. Partenaires pour le développement du commerce, de la présence des entreprises et des investissements espagnols en Afrique.....	23
2.4. Partenaires pour le renforcement des services publics mondiaux –santé, eau et assainissement. Résilience.....	27
2.5. Partenaires de l'action humanitaire	29
2.6. Partenaires pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles	30
2.7. Partenaires pour la gestion des migrations et de la mobilité. Collaboration en faveur de la lutte contre les migrations irrégulières et les réseaux de traite des êtres humains, et de la promotion des migrations ordonnées, régulières et sûres.....	32
3. Coordination et complémentarité avec les ressources internationales.....	35
4. Plates-formes pour promouvoir le programme Focus Afrique 2023	36
5. Modalités de travail : pour une plus grande efficacité de l'action extérieure en Afrique	38
Annexes	
1. Actions programmées pour la période 2020-2023	40
2. Pays pilotes pour le renforcement de la coordination des instruments.....	70
3. Principaux instruments espagnols de financement du programme « Focus Afrique 2023 »	73



© Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération.
Mars 2021

NIPO en ligne: 108-21-027-7
NIPO sur papier: 108-21-026-1
Dépôt légal: M-18545-2021

Édition. Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération.

Graphisme et imprimerie. Direction générale de communication, diplomatie publique et réseaux / www.nolsom.com

Photographie. Fichier de la Direction générale de communication, diplomatie publique et réseaux, Agencia EFE, www.nolsom.com et AECID.

Catalogue des publications officielles de l'Administration Générale de l'État: <https://cpage.mpr.gob.es>

La présente publication est imprimée sur papier recyclé sans chlore ou à base de fibres vierges des forêts gérés de manière durable avec le certificat "FSC" conformément aux exigences de la commande publique en matière environnementale.

Conformément aux dispositions de la loi sur la propriété intellectuelle, la reproduction totale ou partielle de cette publication, son traitement informatique, la transmission électronique, par photocopie, par enregistrement ou par d'autres moyens, son prêt, location ou toute autre forme de cession de son utilisation n'est pas autorisée sans l'autorisation écrite préalable de l'auteur, à l'exception des copies réalisées à l'usage exclusif du Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération.

Résumé exécutif

L'Afrique et l'Espagne sont des voisins proches et des partenaires stratégiques. Ensemble, nous serons mieux à même de relever les défis qui nous touchent, du développement économique et de l'emploi à la décarbonisation, en passant par la lutte contre la pauvreté, l'autonomisation des femmes, la gestion des migrations ou la paix et la stabilité.

En 2019, le gouvernement espagnol a approuvé le IIIe Plan Afrique « L'Espagne et l'Afrique, défis et opportunités », cadre stratégique de la politique étrangère de l'Espagne en Afrique, et avec l'Afrique.

« Focus Afrique 2023 » est le programme d'action du IIIe Plan Afrique pour cette législature, la projection de l'action extérieure de l'Espagne avec l'Afrique, sa concrétisation en actions jusqu'en 2023.

Il s'inscrit dans la stratégie d'action extérieure 2021-2024 et, conformément au principe d'unité d'action à l'étranger, traduit l'action extérieure de tous les acteurs institutionnels du gouvernement de l'Espagne en Afrique, et



Le Président du gouvernement, Pedro Sánchez, lors de sa visite en décembre 2018 au contingent militaire espagnol déployé au Mali.

autres acteurs espagnols sur le continent. Il est également aligné sur les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Les quatre objectifs stratégiques du IIIe Plan Afrique (paix et sécurité ; développement durable, croissance économique inclusive et résiliente ; aspects institutionnels ; et mobilité ordonnée, régulière et sûre) s'articulent dans le programme Focus Afrique 2023 autour de sept priorités :

1.



Partenaires pour la paix et la sécurité

SSans paix ni sécurité, aucun effort ne peut porter ses fruits. En effet, les efforts de développement ne peuvent être efficaces que dans un environnement sûr. La sécurité et le développement sont un binôme inséparable qui doit être renforcé par les actions humanitaires.

Parmi les mesures importantes, on peut citer celles qui visent à : i) renforcer le lien entre la paix, la sécurité et le développement au Sahel et la présence de l'État dans les zones fragiles ; ii) développer les capacités militaires dans les pays situés le long de la côte ouest de l'Afrique et du golfe de Guinée ; iii) renforcer la participation de l'Espagne à l'action de l'UE au Sahel, notamment par la direction de projets tels que les groupes d'action rapide au Sahel, qui renforcent les liens entre les forces de l'ordre et la population civile, les équipes conjointes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme et la traite des personnes ; iv) appuyer les capacités de médiation des acteurs africains et les initiatives spécifiques de médiation africaines dans les situations de conflit ; et v) soutenir les stratégies de prévention et de lutte contre la radicalisation.



La ministre des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, avec le Président du Burkina Faso.



Panneaux solaires de la méga centrale solaire d'Ouarzazate, dans le sud du Maroc, construite par un consortium espagnol.

2.



Partenaires pour la promotion d'économies durables, équitables et inclusives, l'intégration régionale de l'Afrique et la lutte contre le changement climatique

C'est un élément essentiel pour une croissance et une reprise économique qui ne laisse personne de côté. Parmi les mesures importantes, on peut citer celles qui visent à : i) appuyer les processus d'intégration régionale, en particulier la zone continentale de libre-échange de l'Afrique, et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ; ii) encourager des mesures d'allégement de la dette face aux problèmes de surendettement ; iii) appuyer la capacité des pays africains à mobiliser des ressources domestiques ; iv) soutenir des initiatives dans le domaine du développement rural, de l'énergie durable, des infrastructures résilientes ; et v) organiser un forum hispanique-africain sur les villes durables et une conférence internationale sur l'entrepreneuriat et l'innovation en Afrique.

3.



Partenaires pour le développement du commerce, de la présence des entreprises et des investissements espagnols en Afrique

Ce point fait l'objet d'une attention stratégique dans le cadre du programme Focus Afrique 2023. Les secteurs prioritaires identifiés sont les suivants : l'agroalimentaire, en particulier le développement agro-industriel ; l'eau, l'assainissement et le traitement des déchets ; l'ingénierie et le conseil ; l'énergie, l'accent étant mis en particulier sur les énergies renouvelables ; les infrastructures de transport ; le secteur chimique et pharmaceutique ; et celui de la transformation numérique. L'action sera menée moyennant : i) des mesures concrètes visant à renforcer les mécanismes financiers de soutien à l'investissement des entreprises espagnoles en Afrique, y compris l'effet de levier des sources de financement multilatérales de l'UE et de la Banque européenne d'investissement ; ii) le soutien institutionnel aux opérateurs économiques espagnols et iii) la mobilisation du secteur privé.



La ministre de l'Industrie, le commerce et du tourisme de l'Espagne, Reyes Maroto, pendant une réunion avec le ministre du tourisme du Maroc.



Femme dans une exploitation agricole en Afrique subsaharienne.

4.



Partenaires pour le renforcement des services publics mondiaux – santé, eau et assainissement

Résilience. La pandémie a clairement montré que la santé devait être considérée comme un bien public mondial. Parmi les mesures importantes, on peut citer celles qui visent à : i) appuyer les plans nationaux de santé et de formation en médecine spécialisée ; ii) collaborer pour garantir un accès équitable aux médicaments sur tout le continent, en particulier aux vaccins contre la COVID-19 ; iii) améliorer et développer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement de manière efficace et équitable ; iv) intégrer, en tant qu'axe prioritaire, la participation des femmes aux politiques de ressources en eau ; et v) promouvoir l'utilisation efficace des ressources en eau dans l'agriculture.

5.



Partenaires de l'action humanitaire

Parmi les mesures importantes, on peut citer celles qui visent à : i) mettre l'accent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la protection et l'éducation dans les situations d'urgence, en favorisant la coordination et la complémentarité entre les acteurs de l'aide humanitaire et du développement ; ii) dans le contexte des situations d'urgence, la réponse pourra être multidimensionnelle, y compris dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ; iii) mettre en avant la protection des femmes et des filles dans les situations de conflit, avec une attention particulière à leur plus grande vulnérabilité face à la violence sexuelle ; et iv) également le leadership de l'initiative Écoles sûres visant à garantir le droit à l'éducation lors des conflits armés.



Entrepôt d'aide humanitaire de l'AECID dans la base Aérienne de Torrejón de Ardoz.



Coopérative de femmes à Casamance, Sénégal.

6.



Partenaires pour la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles

L'Espagne a adopté une politique étrangère féministe en s'engageant à soutenir l'autonomisation des femmes et des filles dans toute son action extérieure. Parmi les mesures importantes, on peut citer celles qui visent à : i) améliorer l'accès des femmes aux ressources économiques ; ii) encourager les actions qui renforcent leur leadership et leur participation aux espaces de prise de décisions dans la vie publique ; iii) promouvoir l'agenda « Femmes, paix et sécurité » ; et iv) renforcer les interventions pour lutter contre la pratique des mutilations génitales féminines.

7.



Partenaires pour la gestion des migrations et de la mobilité. Collaboration en faveur de la lutte contre les migrations irrégulières et les réseaux de traite des êtres humains, et de la promotion des migrations ordonnées, régulières et sûres

Parmi les mesures importantes, on peut citer celles qui visent à : i) contribuer à l'amélioration des capacités des pays d'origine et de transit en matière de contrôle aux frontières et de gestion des migrations ; ii) prévenir la traite et la lutte contre les réseaux criminels de traite des êtres humains, en particulier des femmes et des filles ; iii) promouvoir des mécanismes migratoires réguliers ; iv) encourager la participation au programme ERASMUS+ et à d'autres activités favorisant la mobilité dans le domaine de l'enseignement supérieur ; et v) contribuer à la protection des réfugiés.



La secrétaire d'État, Cristina Gallach, lors de sa visita au détachement de la Guardia Civil en Gambie, en décembre 2020.

Priorités géographiques. Le programme Focus Afrique se concentre sur les pays identifiés dans le IIIe Plan Afrique : le Nigéria, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud, qui sont considérés comme des « pays phares » étant donné leur taille démographique, leur projection politico-économique ainsi que leur influence sur la stabilité de leurs sous-régions ; ainsi que le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique et l'Angola, pays considérés comme « prioritaires ».

En outre, le programme Focus Afrique identifie des priorités géographiques spécifiques dans les différents domaines d'intervention stratégique :

Dans le domaine économique, le programme Focus Afrique se concentre sur le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Kenya, la Tanzanie et le Ghana.

Dans le domaine de la paix et de la sécurité, la priorité est donnée au Sahel, au Corne de l'Afrique, à l'espace maritime du golfe de Guinée et au Mozambique.

Dans le domaine de la coopération au développement, une attention particulière sera accordée aux pays prioritaires du Ve Plan directeur de la coopération espagnole : Mali, Niger, Sénégal, Cap-Vert, Éthiopie, Mozambique, Maroc, Mauritanie, Guinée équatoriale, Tunisie et Égypte.

Modalités de travail: pour une plus grande efficacité de l'action extérieure en Afrique. Le programme Focus Afrique 2023 comprend à la fois les actions de l'Espagne sur le continent, les mesures de coordination interne de l'administration espagnole et les initiatives de réforme visant à améliorer l'efficacité de cette action extérieure et la présence de l'Espagne en Afrique.

Afin d'optimiser la complémentarité entre les ressources espagnoles et internationales, le programme Focus Afrique propose des mesures de coordination entre les ministères qui représentent l'Espagne dans les forums multilatéraux ayant un impact en Afrique. Le programme Focus Afrique



Plage de Banjul (Gambie).

propose également de diriger l'action de l'UE en Afrique, de mobiliser et de rechercher des synergies entre les politiques et les ressources espagnoles, de l'UE et multilatérales pour l'Afrique, tant dans les domaines du développement économique et commercial que de la coopération au développement.

Le programme Focus Afrique propose une meilleure coordination publique-privée, dans les secteurs prioritaires où les entreprises espagnoles apportent une valeur ajoutée.

Il est prioritaire d'accroître et de renforcer les ressources humaines et matérielles disponibles pour la mise en œuvre de l'action extérieure en Afrique. C'est pourquoi le programme Focus Afrique propose de renforcer et d'élargir les réseaux des bureaux économiques et commerciaux et des bureaux techniques de coopération dans la région subsaharienne et d'accroître la capacité des ambassades de faire en sorte que les possibilités offertes par ce partenariat stratégique soient pleinement exploitées.

Tous ces efforts seront guidés, accompagnés et renforcés par un engagement politique en faveur du rapprochement avec le continent et de relations plus étroites. Cet engagement politique se traduira par un calendrier de visites réciproques de dirigeants politiques et de hauts fonctionnaires espagnols et africains afin de promouvoir un dialogue fluide et constant et une intensification des échanges.

Il est nécessaire d'améliorer l'articulation et la complémentarité entre les accords politiques, la coopération technique publique, la coopération financière et les instruments d'appui

au secteur privé, en renforçant la coopération entre le secteur public et le secteur privé.

En vue du suivi et de l'évaluation de ce programme, un mécanisme comprenant des indicateurs de suivi sera mis au point.

Un ensemble de plates-formes de nature et de composition différentes permettra de promouvoir et d'assurer la cohérence des actions, contribuant ainsi à leur impact et à leur efficacité. Certaines existent déjà et, selon les prévisions, d'autres vont être mises en place. Les éléments suivants sont identifiés : i) la Commission interministérielle pour l'Afrique, composée des ministères chargés de l'action étrangère en Afrique ; ii) la « Mesa África », principal espace de dialogue avec la société civile (ONG, secteur privé des entreprises et milieu académique) ; iii) la réunion annuelle des ambassadeurs d'Espagne accrédités en Afrique ; iv) les mécanismes de coordination et de défense de la stratégie et des intérêts espagnols dans l'UE ; v) les processus d'élaboration des cadres de partenariat par pays pour la coopération espagnole ; vi) le Groupe des ambassadeurs africains en Espagne ; vii) la Casa África ; viii) le forum hispano-africain des villes durables ; ix) les consultations politiques bilatérales régulières ; et x) les mécanismes de dialogue avec l'Union africaine, la CEDEAO et les pays prioritaires.

Le programme d'action comprend les **annexes** suivantes (**disponibles en ligne**) : la liste détaillée des actions prévues pour la période 2020-2023 ; les pays pilotes pour le renforcement de la coordination des instruments (détails des phases et des mesures concrètes) ; les principaux instruments de financement espagnols .

1



Contexte stratégique

Au XXI^e siècle, l'Afrique a nettement progressé dans les domaines de la démocratisation, de la participation politique et du règlement des conflits. Jusqu'en 2020, six des économies ayant les taux de croissance du PIB les plus élevés au monde se trouvaient en Afrique subsaharienne et vingt-six pays africains étaient sur le point de devenir des pays à revenu intermédiaire au cours de cette même année.

L'accélération de la croissance démographique sur le continent, qui doublera sa population en 30 ans, pourrait contribuer, dans de bonnes circonstances, à un certain dividende démographique. L'Afrique centrale et occidentale sont les régions qui enregistrent la croissance démographique la plus rapide au monde, avec 166 millions d'adolescents, soit 32 % de sa population. L'Afrique possède la classe moyenne la plus jeune du monde. Environ 18 millions d'Africains s'intègrent au marché du travail chaque année.

Toutefois, un certain nombre de problèmes subsistent. 433 millions d'Africains vivent en dessous du seuil de pauvreté ; et les zones d'instabilité persistent. Les inégalités sociales,

les inégalités de genre et le changement climatique pourraient compromettre le développement durable et continu, et alimenter des tensions déstabilisatrices. Cette situation est particulièrement grave au Sahel, où plus de 4 millions d'enfants âgés de 6 à 14 ans qui ne sont pas scolarisés, principalement en raison de la violence, risquent de voir leur développement freiné et de vivre en marge de la société.

COVID-19

Dans un cadre de transformation accélérée de l'Afrique, la pandémie COVID-19 éclate.

Le **continent est déjà confronté à sa première récession en 25 ans**. Selon les prévisions de la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne aura enregistré une croissance négative de -3,3 % en 2020. Onze pays ont connu la récession lors de la crise de 2009, en 2020, le nombre s'élève à 41, soit le plus élevé en 30 ans. Le revenu par habitant devrait être réduit de 6,7 % et la population vivant dans l'extrême pauvreté devrait augmenter de 40 à 60 millions de personnes. Pour sa part, l'Union



Campagne de lutte contre la Covid-19 dans la rue (Libéria) en décembre 2020.

africaine (UA) estime que plus de 80 millions d'emplois, tant formels qu'informels, pourraient être détruits sur le continent en raison de la pandémie, aggravant le manque d'opportunités pour les jeunes africains. D'autre part, la crise économique accroît les inégalités, y compris les inégalités de genre, ce qui tend à saper la confiance des citoyens dans les gouvernements et le contrat social.

On s'attend à **une augmentation significative des pressions migratoires** lorsque les restrictions aux frontières internationales seront réduites.

Cette crise, par ailleurs, a eu un impact négatif sur **l'environnement de sécurité**. La situation est particulièrement grave dans les zones les plus fragiles ou les plus conflictuelles, comme

au Sahel, dans la région du lac Tchad, où les conflits s'intensifient, ainsi que dans le golfe de Guinée, où la piraterie est en augmentation, ou encore en République démocratique du Congo, dans la Corne de l'Afrique, dans le nord du Mozambique.

Nouvelle projection internationale de l'Afrique

D'un autre côté, la crise de la COVID-19 crée l'occasion d'un changement de paradigme économique mondial qui préconise l'édification d'économies plus résilientes aux *shocks* mondiaux, et une croissance économique durable et équitable. À son tour, la réduction de la dépendance extérieure à l'égard des secteurs straté-

giques et le raccourcissement des chaînes de valeur peuvent favoriser la transformation productive engagée par les économies africaines. Avant la pandémie, le continent avait déjà pris des initiatives de transformation profonde de ses économies, telles que **l'entrée en vigueur en mai 2019 de l'Accord de libre-échange africain** portant création de la Zone continentale de libre-échange de l'Afrique (ZLEAfC) ou l'augmentation de capital de la Banque africaine de développement, la plus importante de son histoire, en octobre 2019.

Il n'est pas surprenant que le continent africain soit devenu un domaine de plus en plus prioritaire à l'échelle internationale. En mars 2020, la Commission européenne a présenté la communication intitulée « *Vers une stratégie globale avec l'Afrique* » afin d'intensifier sa coopération dans des domaines tels que la transition verte et l'accès à l'énergie ou la transformation numérique, entre autres. Elle s'appuie sur l'Alliance Afrique-Europe pour l'investissement durable et l'emploi (2018), qui encadre le Plan d'investissement extérieur européen, appelé à jouer un rôle de catalyseur important pour l'investissement européen. De manière cohérente, l'UE a donné à l'Afrique un rôle de premier plan dans les nouvelles perspectives financières pluriannuelles et s'efforce de renforcer et d'approfondir le partenariat avec l'Afrique.

De même, les grandes institutions financières internationales ont de plus en plus orienté leurs activités vers ce continent et développé des initiatives spécifiques, tant géographiques (comme le Pacte du G20 avec l'Afrique) que sectorielles (Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte).

La grande majorité des agences de crédit à l'exportation (AEC) ont tendance à assouplir les conditions financières dans le cadre de l'OCDE, à promouvoir de nouveaux programmes de soutien et à accroître l'appétit pour le risque. L'approche continentale est pertinente dans cette analyse du contexte. L'Union africaine

s'est dotée d'un Agenda 2063, qui reflète les valeurs et la vision du continent pour sa transformation.

La réponse du programme Focus Afrique 2023

L'Espagne assume les changements rapides et profonds qui se produisent dans les sociétés africaines, mais l'on observe avec préoccupation comment la crise de la COVID-19 met en péril la réalisation des **objectifs de développement durable énoncés dans l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine**. Dans ce contexte, il faut définir les priorités de notre action extérieure en Afrique à court terme par le biais d'initiatives concrètes, afin d'améliorer l'efficacité et l'optimisation de nos ressources.

Le programme Focus Afrique 2023 concrétise les actions de l'Espagne visant à soutenir le développement et le partenariat avec l'Afrique, en établissant un lien entre les objectifs du IIIe Plan Afrique et la Stratégie d'action extérieure 2021-2024. Il est le résultat d'un dialogue permanent avec les partenaires africains en vue d'identifier les domaines de convergence d'intérêts et de concevoir les interventions les plus efficaces pour atteindre des objectifs communs. Plus de 250 actions à entreprendre en Afrique ou en Espagne avec l'Afrique sont rassemblées en annexe.

Pour la mise en œuvre de ces initiatives et du programme Focus Afrique 2023, l'Espagne dispose d'un certain nombre d'**avantages comparatifs** 1) un déploiement diplomatique solide en Afrique, le troisième plus important parmi les États membres de l'UE ; 2) un secteur privé d'entreprises de premier plan dans plusieurs secteurs essentiels à la transition du continent vers des économies à faible intensité de carbone et résilientes au climat ; 3) la trajectoire triennale de la coopération espagnole sur le continent ; 4) la solidarité de la société



Le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, à côté de la commissaire pour les partenariats régionaux, Jutta Urpilainen, pendant la conférence de presse de présentation de la nouvelle stratégie UE-Afrique, le 9 mars 2020.

civile espagnole ; 5) une culture et une langue universelles ; 6) l'engagement en faveur de la paix et de la sécurité de nos forces armées et de nos forces de l'ordre ; et 7) sa position géographique en tant que pays bicontinental, avec plus de deux millions de citoyens résidant aux îles Canaries, à Ceuta et à Melilla.

2



Priorités d'action

Le III^e Plan Afrique définit quatre objectifs stratégiques : i) paix et sécurité ; ii) développement durable, croissance économique inclusive et résiliente ; iii) aspects institutionnels ; et iv) mobilité ordonnée, régulière et sûre.

Le programme Focus Afrique 2023 articule ces objectifs autour de sept priorités : 1. Partenaires pour la paix et la sécurité ; 2. Partenaires pour la promotion d'économies durables et inclusives, l'intégration régionale de l'Afrique et la lutte contre le changement climatique ; 3. Partenaires pour le développement du commerce, de la présence des entreprises et des investissements espagnols en Afrique ; 4. Partenaires pour le renforcement des services publics mondiaux – santé, eau et assainissement. Résilience ; 5. Partenaires de l'action humanitaire ; 6. Partenaires pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ; 7. Partenaires pour la gestion des migrations et de la mobilité. Collaboration en faveur de la lutte contre les migrations irrégulières et les réseaux de traite des êtres humains, et de la promotion des migrations ordonnées, régulières et sûres.

Ces priorités sont alignées sur l'Agenda 2030 des Nations unies, l'Accord de Paris sur le chan-

gement climatique et le premier Plan de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (2013-2023). Ils répondent de manière coordonnée aux grands défis mondiaux des années à venir et, en particulier, à la reprise économique post-COVID, le tout contribuant également au partenariat stratégique UE-Afrique.

En ce qui concerne les priorités géographiques, les pays identifiés dans le III^e Plan Afrique sont les suivants : le Nigéria, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud, considérés comme des « pays phares » étant donné leur taille démographique, leur projection politico-économique ainsi que leur influence sur la stabilité de leurs sous-régions ; ainsi que le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique et l'Angola, pays considérés comme « prioritaires ».

En outre, le programme Focus Afrique 2023 identifie des priorités géographiques spécifiques dans les différents domaines d'intervention stratégique.

Dans le domaine économique, le Rwanda et l'Ouganda ont rejoint le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya et la Tanzanie en raison de leur grand dynamisme économique ; le Maroc, l'Algérie et l'Égypte également, pour

PRIORITÉS D'ACTION

PAIX ET SÉCURITÉ



1 Partenaires pour la paix et la sécurité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE ET RÉILIENTE



2 Partenaires pour la promotion d'économies durables et inclusives, l'intégration régionale de l'Afrique et la lutte contre le changement climatique.



3 Partenaires pour le développement du commerce, de la présence des entreprises et des investissements espagnols en Afrique.



4 Partenaires pour le renforcement des services publics mondiaux – santé, eau et assainissement. Résilience.



5 Partenaires de l'action humanitaire.

RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS



6 Partenaires pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

MOBILITÉ RÉGULIÈRE ET ORDONNÉE



7 Partenaires pour la gestion des migrations et de la mobilité.

Collaboration en faveur de la lutte contre les migrations irrégulières et les réseaux de traite des êtres humains, et de la promotion des migrations ordonnées, régulières et sûres.

PRIORITÉS GÉOGRAPHIQUES

Pays prioritaires dans le IIIe Plan Afrique :

- **Afrique du Sud, Nigéria et Éthiopie.** Étant donné leur taille démographique, leur projection politico-économique et leur influence sur la stabilité de leur environnement, ces pays possèdent un poids important dans leurs sous-régions et sont considérés comme des « pays phares ».
- **Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Tanzanie, Mozambique et Angola.**

Le programme Focus Afrique identifie des priorités géographiques spécifiques dans les différents domaines d'intervention stratégique :

- Dans le domaine économique, **le Rwanda et l'Ouganda** ont rejoint **le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya et la Tanzanie** en raison de leur grand dynamisme économique ; **le Maroc, l'Algérie et l'Égypte également.**
- Dans le domaine de la paix et de la sécurité, la priorité est accordée au **Sahel, à la Corne de l'Afrique, à l'espace maritime du golfe de Guinée** et au **Mozambique.**
- Dans le domaine de la coopération au développement, les pays prioritaires du Ve plan directeur de la coopération espagnole sont les suivants : **Mali, Niger, Sénégal, Cap-Vert, Éthiopie, Mozambique, Maroc, Mauritanie, Guinée équatoriale, Tunisie et Égypte.**

Pays pilotes :

- **Le Maroc et le Sénégal** sont les pays choisis pour déployer les mécanismes de coordination renforcée de l'action extérieure de l'Espagne et pour développer des expériences qui pourront ensuite être reproduites dans d'autres pays.



La ministre des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, Arancha González, discute avec les membres du détachement de Guardia Civil déployé à Dakar (Sénégal) lors de sa visite en novembre 2020.

le grand intérêt qu'ils présentent pour les entreprises espagnoles.

Dans le domaine de la paix et de la sécurité, la priorité est donnée au Sahel, à la Corne de l'Afrique, à l'espace maritime du golfe de Guinée et au Mozambique.

Dans le domaine de la coopération au développement, une attention particulière sera accordée aux pays prioritaires du Ve plan directeur de la coopération espagnole : Mali, Niger, Sénégal, Cap-Vert, Éthiopie, Guinée équatoriale, Mozambique, Maroc, Mauritanie, Tunisie et Égypte.

Focus Afrique 2023 identifie le Maroc et le Sénégal comme des pays pilotes où la coordination et la coopération sur le terrain entre les différents acteurs de l'administration générale de l'État seront approfondies, en renforçant les mécanismes disponibles (voir annexe 2 pour plus de détails sur les étapes à suivre et les mesures à mettre en œuvre).

2.1.

PARTENAIRES POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Sans paix ni sécurité, aucun effort ne peut porter ses fruits. Les efforts de développement ne peuvent être efficaces que dans un environnement sûr.

La stabilisation des zones de conflit exige la création de conditions propices au retour et à l'efficacité des services publics (éducation, santé, services basiques, justice). Dans un contexte de violence armée, il est fondamental que les forces armées et de police soient en mesure d'assurer la sécurité des populations et des acteurs qui leur fournissent les services essentiels. En outre, l'enkystement des conflits dans la Corne de l'Afrique, en République centrafricaine ou, en particulier, au Sahel constitue une menace pour la sécurité des régions et pays voisins et, dans une certaine mesure, de l'Espagne.



Le general Espinosa donne le drapeaux de la compagnie de gendarmerie entraînée dans le cadre du programme GAR-SI au Président de la République de Niger.

2.1.1. Champ d'application géographique et sectoriel

L'Espagne continuera d'œuvrer au renforcement des capacités des pays d'Afrique subsaharienne et des structures régionales de sécurité, aussi bien en matière de protection civile ou citoyenne qu'en matière de renforcement des capacités militaires et de la lutte contre le terrorisme, en particulier au Sahel, sans ignorer d'autres foyers d'instabilité tels que la Corne de l'Afrique ou, de plus en plus, le golfe de Guinée et le nord du Mozambique.

L'Espagne continuera également de contribuer à la paix et à la sécurité en Afrique grâce à la participation de ses forces armées dans les missions de la politique commune de sécurité et de défense de l'Union européenne. L'Espagne recherche une meilleure articulation entre la sécurité, le développement et l'aide humanitaire dans le cadre du dialogue avec les autorités africaines et les entités sous-régionales telles que les représentants de la société civile, en particulier les femmes engagées à l'égard de la paix et de la sécurité. L'Espagne est également favorable au renforcement de la présence de l'État dans les zones fragiles.

2.1.2. Mesures les plus importantes

> Poursuite et expansion des programmes de sécurité coopérative sur la côte ouest de

l'Afrique et dans le golfe de Guinée. Le développement des capacités militaires des forces armées et de sécurité de la Mauritanie, du Sénégal et du Cap-Vert sera renforcé et soutenu.

- > Renforcement de la prévention et du service de renseignement dans le domaine de la défense, et de la promotion des réformes dans les secteurs de la défense et de la sécurité, tant à l'échelle bilatérale qu'en collaboration avec les partenaires et les alliés. .
- > Renforcement des capacités des États riverains du golfe de Guinée avec le soutien d'un bateau de la Marine déployé pour des périodes limitées dans les eaux de la région, soit dans le cadre strictement national, soit par l'intermédiaire des présences maritimes coordonnées de l'UE, avec pour mission de contribuer à la sécurité dans l'environnement maritime de la côte ouest-africaine, à la lutte contre la piraterie et à la réalisation d'activités de coopération militaire.
- > Renforcement de la participation de l'Espagne aux actions de l'UE au Sahel, notamment par la direction de projets tels que les Groupes d'action rapide-Surveillance et intervention (GAR-SI) au Sahel, qui renforcent les liens entre les forces de l'ordre et la population civile, la formation en matière de service de renseignement et les d'équipes conjointes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme et la traite des personnes.
- > Appui aux capacités de médiation des acteurs africains et aux initiatives africaines concrètes de médiation dans les situations de conflits.
- > Soutien aux stratégies de prévention et de lutte contre la radicalisation, notamment dans le cadre du plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent.



Deux employés de la coopérative Kopakama au Rwanda, avec des grains de café.

2.2.

PARTENAIRES POUR LA PROMOTION D'ECONOMIES DURABLES ET INCLUSIVES, L'INTEGRATION REGIONALE DE L'AFRIQUE ET LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les liens étroits et la proximité font de l'Espagne et de l'Afrique des alliées pour promouvoir une croissance économique durable, équitable et inclusive. Il est impératif de soutenir l'Afrique dans les efforts qu'elle déploie pour renforcer et diversifier son tissu productif, assurer la sécurité alimentaire, réduire les inégalités, y compris les inégalités entre les sexes, faciliter la création d'emplois, appuyer la mobilisation des ressources nationales et soutenir un secteur privé dynamique et innovant, et s'orienter vers un développement à faible émission de carbone et résilient aux effets du **changement climatique**. L'Afrique préconise que la **transformation numérique**, en intégrant pleinement l'innovation technologique, fasse partie de sa transformation productive. Promouvoir ce modèle de croissance est une priorité de la politique étrangère espagnole en Afrique.

2.2.1. Champ d'application géographique et sectoriel

L'Espagne misera sur le développement économique de l'Afrique en mettant l'accent sur le commerce, l'investissement, l'industrialisation, la création d'emplois, la participation et l'accès des femmes au marché du travail et aux ressources financières, soutenant ainsi l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063.

Des actions seront engagées dans tous les pays africains du IIIe Plan Afrique, et en particulier sur les pays phares et les pays pilotes, en tant que moteurs du développement sous-régional, et dans les pays du Ve plan directeur de la coopération espagnole, notamment dans les domaines de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire.

L'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO) seront des partenaires privilégiés dans ce domaine. Les domaines qui sont les plus vulnérables au changement climatique et où l'Espagne peut apporter la plus grande valeur ajoutée seront également abordés. Les efforts seront orientés pour que les actions reposent, s'il y a lieu, sur une approche régionale, en accordant la priorité à la sous-région du Sahel et



La ministre des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, Arancha González, à côté de Magdy Martínez, directeur de AECID, pendant une visite au projet de coopération du Groupe Alliance Sahel à Ndjamena (Tchad) en octobre 2020.

aux zones maritimes de la côte atlantique et du golfe de Guinée.

2.2.2. Mesures les plus importantes

Renforcement des processus d'intégration régionale

> Contribuer au renforcement des processus d'intégration régionale, notamment par le soutien apporté à l'UA, à l'AfCFTA et à la CEDEAO. À cet égard, l'assistance technique axée sur le développement économique sera renforcée dans les domaines prioritaires pour l'Union africaine et la CEDEAO, en s'efforçant de tirer parti de l'expérience des agences de développement régionales espagnoles.

Promouvoir le climat d'investissement et les investissements publics et privés

> Promouvoir le climat d'investissement, les investissements publics et privés pour sti-

muler l'esprit d'entreprise, la diversification économique, l'industrialisation sur le continent et la création d'emplois de qualité. Un investissement respectueux de l'environnement qui intègre les femmes sur un pied d'égalité.

Viabilité des flux financiers

> Continuer d'appuyer les interventions coordonnées et résolues de la communauté internationale pour promouvoir la viabilité des flux financiers sur le continent africain. En ce sens :

- Maintenir une participation active à l'initiative du Club de Paris et du G20 en vue d'octroyer un moratoire sur le service de la dette extérieure des pays à faible revenu, qui inclut parmi ses bénéficiaires 41 pays africains. De plus, l'Espagne encouragera la prolongation de la durée temporaire de cette initiative jusqu'à la fin de l'année 2021.
- Participer activement aux négociations multilatérales du Club de Paris et du G20 sur les traitements supplémentaires d'allègement de la dette à accorder aux pays africains à faible revenu, confrontés à des problèmes structurels de surendettement.
- Soutenir les pays africains (Somalie, Soudan et Érythrée) qui n'ont pas encore rempli les conditions préalables nécessaires à l'allègement définitif de leur dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe). Les nouveaux programmes de conversion de la dette signés avec les pays africains seront encouragés à s'aligner sur les objectifs de développement durable.
- Appuyer les initiatives visant à mobiliser des volumes accrus de financement et d'investissements privés en Afrique en complément nécessaire du financement public. La collaboration se poursuivra à



l'échelle du G20 dans le cadre du suivi de l'Initiative « *Compact with Africa* ».

- Appuyer les efforts déployés par les pays africains pour accroître leur capacité de mobiliser des ressources intérieures.

Développement économique durable au Sahel

> Plus particulièrement au Sahel, la coopération espagnole travaillera sur le développement économique durable :

- Élaborer un plan de travail pour la coopération avec le Sahel.
- Renforcer la participation dans l'Alliance



Navire-école de coopération dans le secteur de la pêche "Intermares".

sahélienne, principale plate-forme de coordination et de concertation de la coopération internationale pour le développement dans la sous-région. L'Espagne souligne son attachement à la région par le biais de la présidence de l'assemblée générale de l'Alliance sahélienne. La résilience socioéconomique au COVID-19, la sécurité alimentaire, le changement climatique, le programme Femmes, Paix et Sécurité et l'égalité entre les sexes seront renforcés.

- Promouvoir le rôle du Fonds pour la promotion du développement (FONPRODE) de la coopération espagnole pour des projets de développement durable dans les domaines du développement rural (agriculture et irrigation), de l'eau et de l'assainissement, de l'énergie durable, des infrastructures résilientes, des villes durables et de la microfinance.

Innovation

- > En matière d'innovation, l'organisation d'un forum hispano-africain sur les villes durables en tant que plate-forme de partage d'expériences dans le domaine du développement urbain durable et générateur de

possibilités de collaboration technique et d'investissement privé.

- > Organisation d'une conférence internationale sur l'entrepreneuriat et l'innovation en Afrique. La réduction de la fracture numérique, y compris de la fracture numérique entre les sexes, sera abordée.

Lutte contre le changement climatique

- > Dans le domaine de la lutte contre le changement climatique et de la gestion durable des ressources : par l'intermédiaire de COFIDES, l'Espagne mobilisera des ressources du Fonds vert pour le climat et, par le biais du programme RECIDE, de FONPRODE, elle pourra contribuer à la construction de villes résilientes et promouvoir la renaturalisation des villes et une croissance urbaine durable et structurée.
- > Appui aux programmes de gestion durable de la pêche, par la promotion d'activités de coopération grâce au navire-école de coopération de pêche « Intermares » et par le renforcement de la coopération de recherche en matière de pêche et d'océanographie entre les instituts scientifiques espagnols et ceux qui appartiennent à des pays africains.

2.3.

PARTENAIRES POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE, DE LA PRESENCE DES ENTREPRISES ET DES INVESTISSEMENTS ESPAGNOLS EN AFRIQUE

Les entreprises espagnoles peuvent contribuer à un nouveau scénario de croissance inclusive, de création d'emplois formelle et décente pour les hommes et les femmes en Afrique, c'est pourquoi ce programme d'action met tout particulièrement l'accent sur la promotion de l'investissement des entreprises espagnoles dans les économies africaines.

L'objectif sera d'optimiser l'utilisation des ressources budgétaires espagnoles pour l'Afrique, ainsi que de les combiner avec des ressources provenant d'autres sources de financement, en tirant parti de ces ressources pour créer des opportunités pour les entreprises.

L'Espagne soutiendra les mesures engagées par les autorités africaines pour améliorer les conditions favorables à l'investissement privé, en particulier dans les secteurs des infrastructures, des énergies renouvelables et de l'industrie manufacturière. Elle maintiendra un engagement ferme en faveur de la mise en œuvre de l'AfCFTA et de l'intégration économique régionale et continentale.

2.3.1. Champ d'application géographique et sectoriel

Le programme Focus Afrique 2023 se concentrera sur les pays suivants :

> **Sénégal, Côte d'Ivoire, Kenya, Tanzanie, Ghana, Ouganda et Rwanda.** Les cinq pre-

miers ont un fort potentiel de croissance et une forte demande d'investissements étrangers ; tous comptent sur une présence institutionnelle espagnole. Le Rwanda est l'une des économies ascendantes de l'Afrique subsaharienne et assure une gestion macroéconomique saine. L'Ouganda dispose d'un important potentiel de croissance économique et d'un risque de surendettement réduit.

> **Maroc, Algérie et Égypte.** L'Espagne et le Maroc font déjà partie d'une même chaîne de valeur dans des secteurs tels que l'automobile, le textile ou l'agro-industrie, mais cette chaîne peut être diversifiée sur les plans sectoriel et géographique. Les tensions d'approvisionnement rencontrées pendant la pandémie ont mis en évidence la nécessité d'assurer la proximité et la diversification des chaînes de valeur afin d'obtenir une plus grande souplesse de réponse, de réduire les risques de queue et même de réduire l'empreinte carbone. L'Espagne a l'occasion de se positionner en tant que pôle d'investissement et de commerce avec la frontière de production nord-africaine dans ce contexte. La présence économique, commerciale et des investisseurs espagnols dans ces pays pourrait tirer parti des liens économiques et commerciaux établis avec l'Afrique de l'Ouest.

> **Afrique du Sud, Nigéria et Éthiopie.** En tant que dirigeants économiques et politiques dans leurs sous-régions, ces pays constituent des plates-formes idéales pour explorer les débouchés commerciaux. Dans ces trois pays, l'Espagne dispose d'ambassades renforcées par un bureau commercial (et compte sur une prochaine ouverture à Addis-Abeba).

D'un point de vue sectoriel, et en accordant une attention particulière aux besoins de nos partenaires africains ainsi qu'aux capacités du secteur économique espagnol, les priorités suivantes sont définies :



La ministre des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, Arancha González, lors de sa visite à la centrale solaire de Zagtoui (Burkina Faso), qui a une extension de 60 hectares.

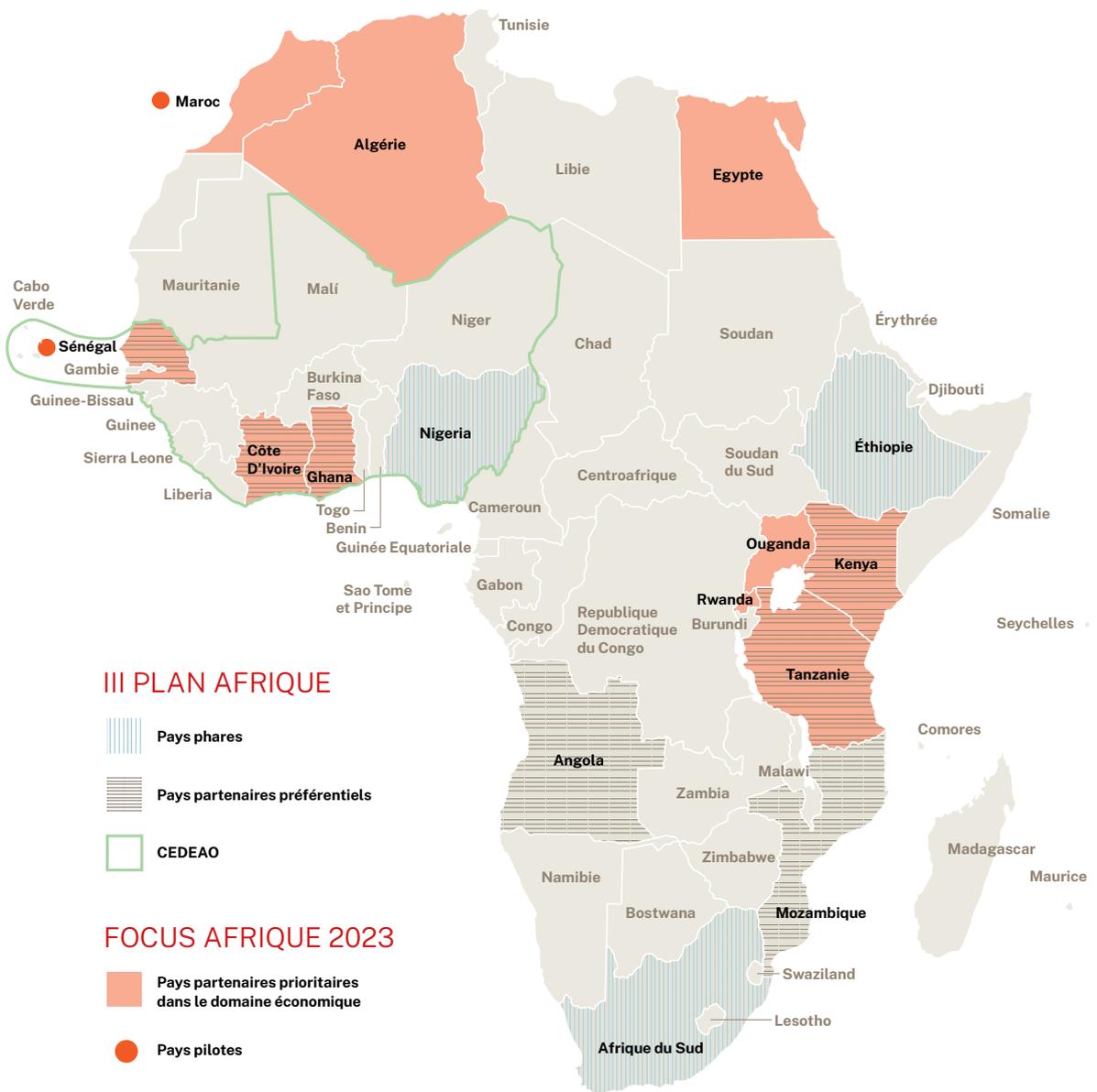
- > **Secteur agroalimentaire**, en particulier le développement agro-industriel.
- > **Secteur de l'eau et de l'assainissement et du traitement des déchets.** Dans ce domaine stratégique, le « savoir-faire » espagnol peut apporter une valeur ajoutée importante en matière de technologie, de sécurité hydrique et d'adaptation au changement climatique. Les domaines présentant un intérêt particulier sont les suivants : infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; stockage, distribution et traitement des eaux ; infrastructures à cycle complet.
- > **Secteur de l'ingénierie et du conseil.** Les économies les plus dynamiques d'Afrique centrale et orientale demandent actuellement un large éventail de ces services.
- > **Secteur de l'énergie, et en particulier les énergies renouvelables.** Il existe un grand potentiel de développement d'infrastructures énergétiques en Afrique de l'Ouest,

où il pourrait être tiré parti de l'expérience espagnole dans le secteur des énergies renouvelables au Maroc. Il en est de même dans le secteur électrique des pays prioritaires d'Afrique de l'Est et d'Afrique du Sud.

- > **Secteur des infrastructures de transport,** -stratégique pour le succès de l'AfCFTA.
- > **Secteur chimique et pharmaceutique,** qui a retrouvé de l'importance du fait de la COVID-19.
- > **Secteur de la transformation numérique,** également stratégique pour la transformation économique du continent africain.

2.3.2. Mesures les plus importantes

Des mesures seront prises à quatre niveaux : renforcement de la capacité financière espagnole ; exploitation des ressources des institutions financières multilatérales (IFM) ; com-



plémentarité avec les ressources de l'Union européenne et de la Banque européenne d'investissement ; et appui à la mobilisation du secteur privé espagnol.

Renforcement de la capacité financière espagnole

Mesures associées au Fonds pour l'internationalisation des entreprises (FIEM):

- > Renforcer le financement concessionnel lié pour les pays éligibles, conformément à ce qui est autorisé par le Consensus de l'OCDE.
- > Renforcer l'offre de financement commercial liée. Il est proposé d'étendre le soutien financier aux dépenses locales en explorant des lignes de financement en collaboration avec la banque locale pour financer des travaux réalisés par des entreprises locales.



Vue aérienne du port de Durban (Afrique du Sud).

- > Développement de l'offre de financement déliée. Sur la base d'un projet pilote de financement de la FIEM au Maroc, il est proposé de poursuivre des projets dans des secteurs intéressant l'entreprise espagnole.
- > Renforcement du financement non remboursable pour les études de viabilité et de faisabilité.
- > Renforcement de la formation financière du personnel des bureaux économiques et commerciaux (OFECOMES).

Mesures visant à renforcer le rôle de la Compañía Española de Seguros de Crédito a la Exportación (CESCE) :

- > Étudier les possibilités d'améliorer la prise de risques au nom de l'État en Afrique subsaharienne, par exemple par l'entrée de CESCE au sein de l'*African Trade Insurance Agen-*

cy (ATI) ou par une révision de la politique des plafonds de couverture.

Mesures proposées par la Compañía Española de Financiación del Desarrollo (COFIDES):

- > Mobilisation d'investissements d'intérêt espagnol par le biais de l'appel à propositions pour des projets énergétiques non connectés au réseau (« off-grid ») sur le continent.
- > Ouverture en 2021 d'une délégation COFIDES spécialement destinée à couvrir l'Afrique subsaharienne.
- > Intensifier les relations avec d'autres entités bilatérales européennes et avec les institutions financières multilatérales (IFM) en participant à diverses plateformes de cofinancement (EFP, ICCF, etc.) qui pourraient intéresser les entreprises espagnoles.

Renforcement de l'utilisation des ressources de financement multilatéral

- > L'alignement des priorités des IFM sur les priorités géographiques et sectorielles de l'Espagne sera encouragé.
- > Création d'un portail unique pour informer le secteur privé des instruments de financement offerts tant par les IFM que par l'UE elle-même. Ce portail pourrait contenir des informations pour chaque pays africain.

Complémentarité avec les ressources de l'UE et de la BEI

L'UE devrait renforcer les ressources financières communautaires en faveur de l'Afrique, en grande partie grâce à l'utilisation de modalités financières novatrices, telles que les garanties pour promouvoir les projets d'investissement.

Mesures les plus importantes:

- > Promouvoir l'activité du secteur financier espagnol en Afrique afin d'encourager le développement d'opérations d'investissement d'entreprises espagnoles. Il est nécessaire que les banques privées participent davantage à la structuration des opérations garanties par des fonds communautaires. Il est important de maintenir le soutien apporté par l'Instituto de Crédito Oficial (ICO) à travers ses lignes de médiation internationales.

Appui institutionnel

- > Augmentation de la présence institutionnelle de hauts fonctionnaires de l'administration espagnole, y compris les responsables économiques et commerciaux, et augmentation du nombre de réunions d'entreprises.
- > Renforcement du réseau des bureaux économiques et commerciaux par l'accroissement de leurs ressources matérielles et humaines.

- > Meilleure utilisation du réseau des ambassades (28 ambassades et deux antennes diplomatiques dans toute l'Afrique) pour soutenir les entreprises espagnoles.
- > Renforcement du cadre juridique bilatéral par la négociation d'accords de promotion et de protection réciproque des investissements (APPRI) avec le Kenya et la Côte d'Ivoire.
- > Renforcement de la présence de l'ICEX en Afrique subsaharienne, conformément au plan d'activités 2019-2020.

2.4.

PARTENAIRES POUR LE RENFORCEMENT DES SERVICES PUBLICS MONDIAUX – SANTE, EAU ET ASSAINISSEMENT. RESILIENCE.

Il est plus que jamais évident que la santé est un bien public mondial. Dans ce contexte, la façon dont l'Afrique a fait face à la COVID-19 a mis en avant de nombreux points forts. Parallèlement, la faiblesse des systèmes publics de santé de nombreux pays d'Afrique subsaharienne constitue l'un de ses plus grands défis. Il est donc essentiel de travailler à partir des éléments existants pour accroître leurs capacités, renforcer leur efficacité et mettre en place progressivement une couverture universelle des besoins fondamentaux de la population. Tout cela, avec l'appui de centres de recherche et de connaissances à caractère local, et en encourageant une industrie médicale et pharmaceutique africaine réduisant la dépendance extérieure et générant de nouvelles sources de richesse pour leurs économies. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont des ressources essentielles pour assurer la santé publique des populations. L'Espagne considère l'eau comme un élément fondamental de l'éradication de la pauvreté



Un groupe d'enfants à côté d'une fontaine près d'une école dans la ville de Soroti, Ouganda.

et du développement durable ; elle a encouragé la reconnaissance des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement au sein des Nations Unies. Dans ce secteur, l'Espagne apporte la valeur ajoutée de son expérience pionnière du Fonds de coopération de l'eau et de l'assainissement pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Le Programa Masar Agua est également en cours d'exécution en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

2.4.1. Champ d'application géographique et sectoriel

Dans le domaine de la santé publique, des mesures seront adoptées de préférence dans les pays prioritaires du Ve plan directeur de la coopération espagnole et en collaboration avec l'Union africaine, et en particulier son Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), et les ONG. La coopération espagnole a placé au premier rang des priorités de ses actions en réponse à la COVID-19 le renforcement des systèmes de santé sur la base de la prévention, pour faire face aux pandémies et aux nou-

velles vagues de pandémies et les prévenir sans négliger d'autres maladies à forte prévalence et impact sur les populations africaines.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, des actions seront également engagées avec les grandes municipalités africaines dans le cadre du Forum des villes hispano-africaines, qui permettra de mobiliser des ressources et d'attirer des investissements dans des secteurs prioritaires du développement urbain. Les entreprises espagnoles pourraient contribuer à des projets de dessalement de l'eau.

2.4.2. Mesures les plus importantes

- > La coopération espagnole appuiera les plans nationaux de santé conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et renforcera son programme de formation en médecine spécialisée. La formation du personnel de santé à la gestion de la COVID-19 continuera d'être soutenue avec la collaboration du système public de santé espagnol ainsi que d'ONG espagnoles spécialisées dans les soins de santé. Conformément au plan de vaccination solidaire, la garantie d'un accès équitable, abordable et universel au vaccin en tant que bien public mondial sera encouragée. En outre, un soutien sera apporté dans les situations d'urgence grâce aux capacités de réponse aux urgences médicales de la coopération espagnole (équipe START).
- > Collaborer à la distribution d'équipements de santé et plaider auprès des instances internationales pour assurer un accès équitable aux médicaments pour le continent, en particulier dans le contexte de la distribution de vaccins contre le coronavirus.
- > Mobiliser des ressources permettant plus d'investissements dans la santé publique par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux.



La ministre des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, lors de sa visite dans un hôpital à Ndjamena (Tchad) en février 2021.

- > Améliorer et développer, de manière efficace et équitable, les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.
- > Intégrer, en tant qu'axe prioritaire, l'approche de genre et la participation des femmes aux politiques relatives aux ressources hydriques.
- > Promouvoir l'utilisation efficace des ressources en eau dans l'agriculture, par la modernisation des systèmes d'irrigation, afin de contribuer à la durabilité environnementale, économique et sociale des communautés.
- > Promouvoir le rôle du Fonds pour la promotion du développement (FONPRODE) de la coopération espagnole dans des projets de développement durable dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des villes durables.

2.5.

PARTENAIRES DE L'ACTION HUMANITAIRE

La pandémie de la COVID-19 a aggravé la situation des personnes les plus vulnérables et en a considérablement augmenté le nombre. La fermeture des frontières internationales et son impact économique, la résurgence de certains conflits et l'absence d'accès humanitaire ont mis en évidence l'importance d'un engagement ferme et continu à l'égard de ces populations.

Pour déterminer la réponse espagnole, le cadre de référence est le « Grand Bargain » de 2016, qui introduit des principes et des critères pour améliorer l'efficacité et la complémen-

rité de l'action humanitaire : la localisation, les transferts en espèces, le respect des principes humanitaires et du droit international humanitaire (DIH). Conformément aux recommandations du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la concentration de l'aide, l'Espagne agira là où elle apportera la plus grande valeur ajoutée et répondra aux appels humanitaires internationaux.

L'aide humanitaire espagnole repose sur une approche multilatérale et est intégrée à la Team Europe, conformément à ce qui est indiqué dans la Stratégie d'action humanitaire de la coopération espagnole (2019-2026).

2.5.1. Champ d'application géographique et sectoriel

La priorité en Afrique subsaharienne est la région du Sahel/ lac Tchad, ainsi que l'aide d'urgence fournie ponctuellement dans d'autres pays. L'approche humanitaire se concentre sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la protection et l'éducation dans les situations d'urgence, en favorisant la coordination et la complémentarité entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement. Dans le contexte des situations d'urgence, la réponse apportée pourra être multidimensionnelle, dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. D'autres secteurs, tels que la préparation aux catastrophes, l'hébergement dans le respect de la diversité culturelle, seront progressivement renforcés.

2.5.2. Mesures les plus importantes

> Protéger les femmes et les filles en situation de conflit, en accordant une attention particulière à leur vulnérabilité accrue face à la violence sexuelle.

> Agir en faveur de l'accès de l'aide humanitaire de façon continue, sans restriction et dans des conditions de sécurité.

> Maintenir le leadership de l'initiative Écoles sûres visant à garantir le droit à l'éducation lors des conflits armés. Cette initiative donne des orientations aux États pour renforcer la protection de l'éducation face aux attaques et pour limiter l'utilisation des écoles et des universités à des fins militaires.

> Impliquer la société civile dans la réponse humanitaire.

> Exploiter la collaboration du secteur privé avec l'action humanitaire espagnole, là où elle présente une valeur ajoutée.

2.6.

PARTENAIRES POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES

Le soutien à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes est une priorité de la politique étrangère féministe de l'Espagne, en tant que telle et en tant qu'élément transversal applicable à toutes les actions. Une attention particulière sera accordée à cette priorité du fait de l'impact de la COVID19.

2.6.1. Champ d'application géographique et sectoriel

Des actions seront entreprises dans les pays prioritaires du IIIe Plan Afrique et ceux du Ve plan directeur de la coopération espagnole, et parallèlement les efforts déployés jusqu'à présent aux niveaux continental et régional par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux et régionaux, notamment l'Union africaine, la Plateforme du G5 Sahel et la Communauté



La ministre des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, Arancha González, lors d'une réunion avec des femmes dirigeantes à Bamako pendant sa visite au Mali en octobre 2020.

économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), seront maintenus.

Le travail dans ce domaine s'appuiera sur les réussites du Fonds Espagne-NEPAD (Agence de développement de l'Union africaine) pour l'autonomisation des femmes africaines, et les efforts se poursuivront en ce sens. La participation des femmes à la prévention, à la gestion et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix sera soutenue à travers le G5 Sahel et la CEDEAO. Grâce à la coopération espagnole, au système des Nations Unies et à des représentants de la société civile tels que la Fondation Femmes pour l'Afrique, des travaux seront menés dans des domaines tels que la santé sexuelle et reproductive, les cadres juridiques pour l'intégration d'une perspective de genre dans les politiques publiques et les mesures visant à encourager la participation des femmes aux espaces politiques.

D'autre part, la Stratégie d'action humanitaire 2019-2026 considère la prévention et la lutte contre la violence de genre dans les crises hu-

manitaires comme une priorité et reconnaît que l'égalité des sexes est une condition *sine qua non* pour aborder et réduire la violence de genre.

2.6.2. Mesures les plus importantes

- > Transversaliser les questions de genre dans toutes les actions menées en Afrique subsaharienne.
- > Investir dans l'éducation des filles et des adolescentes en tant que contribution essentielle à la lutte contre les inégalités entre les sexes, atténuer les risques et les vulnérabilités liés au sexe, comme la violence sexuelle, le mariage des enfants et les grossesses précoces, et améliorer les conditions de vie pour elles et pour les générations futures.
- > Renforcer l'accès des femmes aux ressources économiques. Les interventions ren-

forçant les initiatives productives et entrepreneuriales seront soutenues.

- > Organiser un Forum des femmes entrepreneuses africaines afin de stimuler l'esprit d'entreprise des femmes sur le continent.
- > Promouvoir des actions qui renforcent le leadership des femmes et leur participation aux espaces de prise de décisions dans la vie publique, en collaborant avec les institutions publiques africaines elles-mêmes et en créant des forums de dialogue sur cette question. La participation des femmes africaines aux forums espagnols ou internationaux visant à promouvoir la formation et la participation politique des femmes sera encouragée.
- > Promouvoir le programme « Femmes, paix et sécurité » (FPS) :
 - Mémoires d'entente avec la CEDEAO et/ou le G5 Sahel en vue d'une action dans ce domaine avec une portée sous-régionale.
 - Formation du personnel de paix sur le programme « Femmes, paix et sécurité » pour inclure l'approche intégrale de genre dans les opérations de paix. La présence espagnole dans les missions des Nations unies ou de l'UE servira à promouvoir des activités de coopération civile et militaire visant à renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans la résolution des conflits.
 - Renforcement en Afrique du réseau de points focaux du programme Femmes, paix et sécurité, piloté par l'Espagne, l'Allemagne et la Namibie.
 - Soutien et promotion de la participation des femmes aux dialogues politiques et aux processus de paix dans la région, en application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le pro-

gramme FPS, du 11e plan national d'action FPS ou de l'initiative « Commitment 2025 ».

- Promotion et protection des droits fondamentaux des femmes et des filles dans les situations de conflit et de post-conflit.
- > Renforcer les interventions pour la lutte contre la mutilation génitale féminine. L'impact sur la population féminine espagnole ou africaine basée en Espagne sera également pris en compte. À cette fin, une recherche de coordination entre les administrations publiques et les services ministériels espagnols sera envisagée.
- > Prévenir et traiter les victimes de violence fondées sur le sexe dans les contextes humanitaires.

2.7.

PARTENAIRES POUR LA GESTION DES MIGRATIONS ET DE LA MOBILITÉ. COLLABORATION EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LES MIGRATIONS IRRÉGULIÈRES ET LES RÉSEAUX DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS, ET DE LA PROMOTION DES MIGRATIONS ORDONNÉES, RÉGULIÈRES ET SÛRES

La mobilité devrait être abordée dans le cadre d'une approche intégrale, en s'attaquant aux flux irréguliers et en favorisant les voies légales de migration, y compris les circuits intra-africains, en travaillant sur la gestion et la gouvernance de la migration et ses causes profondes. L'action extérieure de l'Espagne dans ce domaine, sous l'angle d'une approche intégrale et globale, repose sur les éléments suivants:

- > La situation géographique de frontière extérieure de l'UE avec l'Afrique : frontière



Le ministre de l'intérieur, Fernando Grande-Marlaska, à côté de la commissaire européenne chargée des affaires intérieures, Ylva Johansson.

- terrestre ; à quelques milles du Maroc et de l'Algérie en Méditerranée ; et à une distance accessible dans l'Atlantique jusqu'aux îles Canaries.
- > Elle fait partie de la politique migratoire européenne, partiellement en cours de négociation, et est étroitement liée à la politique d'asile.
 - > Politique de l'État. La répartition des responsabilités entre les différents ministères rend nécessaire la coordination et la mise en œuvre conjointe de lignes d'action planifiées poursuivant les mêmes objectifs.
 - > En ce qui concerne l'immigration irrégulière, son corollaire est la prévention. Il convient de travailler à court, moyen et long terme, avec des programmes communs et des intérêts communs, en s'attaquant aux causes profondes de la migration, avec les acteurs capables d'éviter les départs, dans les pays d'origine et de transit.

En plus de favoriser une migration ordonnée, il est important de convenir bilatéralement d'un régime de sécurité sociale qui prenne en

charge et qui profite aux travailleurs ayant cotisé, et de protéger les réfugiés.

2.7.1. Champ d'application géographique et sectoriel

Les efforts dans ce domaine se concentreront sur les pays d'Afrique de l'Ouest et de la Méditerranée occidentale, avec une attention particulière pour le bassin atlantique occidental et les pays d'origine et de transit du Sahel. Les actions se concentreront sur les causes profondes du phénomène migratoire, le renforcement des capacités opérationnelles et techniques en matière migratoire des pays africains. La consolidation d'espaces d'analyse et de dialogue communs permet de concevoir des solutions communes au défi migratoire et de tirer pleinement parti des dynamiques positives de développement générées par les flux de population.

Des efforts seront déployés pour travailler avec les principaux pays africains qui accueillent des migrants intra-africains afin de mettre en place des institutions et des politiques en vue d'une intégration réussie et efficace, en renfor-



S.M. le Roi Felipe VI lors de sa visite dans le 24^{ème} sommet de l'Union africaine.

çant leurs capacités et en consolidant y sociedad civil.

2.7.2. Mesures les plus importantes

- > Contribuer à améliorer les capacités des pays d'origine et de transit en matière de contrôle de leurs frontières.
- > Renforcer les capacités opérationnelles et institutionnelles des forces de sécurité de nos partenaires régionaux afin d'accroître et d'améliorer la coopération en matière de prévention de la traite des êtres humains et de lutte contre les réseaux criminels de traite des êtres humains. Des projets tels que l'équipe conjointe d'investigation, ECI Niger, constituent un bon exemple de ce renforcement.
- > Assistance technique de formation et de soutien financier aux services de renseignement des pays du Sahel pour le renforcement des capacités.
- > Développement de la migration circulaire

et mise en place de partenariats de qualification professionnelle avec des pays tiers identifiés.

- > Entrée en vigueur et mise en œuvre de la convention de sécurité sociale signée entre l'Espagne et le Sénégal, qui permet la totalisation des périodes de cotisation et garantit les droits acquis par les travailleurs sénégalais souhaitant retourner dans leur pays d'origine.
- > Promotion de la participation au programme ERASMUS + et à d'autres projets européens de renforcement des capacités favorisant la mobilité dans le domaine de l'enseignement supérieur.
- > Renforcement de la coopération éducative dans le domaine de la formation professionnelle et recherche de formules pour promouvoir des centres de formation pour des personnes sans métier, employées ou au chômage, dans les secteurs requis par les entreprises du secteur industriel.
- > Mesures de soutien et de protection des réfugiés.

3

Coordination et complémentarité avec les ressources internationales

L'intégration dans ce programme de tous les acteurs institutionnels pertinents et de leurs instruments (détaillés aux annexes 3 et 4) témoigne de la volonté de travailler ensemble et de rechercher une plus grande coordination fondée sur la spécificité, afin de parvenir à une action extérieure espagnole plus efficace, plus stratégique et avec un plus grand impact. Pour accroître l'effet de levier des ressources espagnoles avec des fonds disponibles d'institutions financières multilatérales (IMF) et d'organisations internationales, en plus de l'UE elle-même, il faut une meilleure coordination institutionnelle entre les ministères représentant l'Espagne dans les forums multilatéraux ayant un impact sur l'Afrique. À cet effet, les mesures suivantes seront adoptées :

1. Amélioration de l'échange d'informations aux fins de la coordination entre les instruments. Un outil informatique sera mis en œuvre pour canaliser l'échange d'informations

de base sur les sources de financement (nationales et internationales) et sur les priorités et les éventuelles opérations spécifiques qui en découleraient.

2. Désignation de points focaux dans les unités responsables des questions africaines au sein des ministères concernés, qui seront chargées de coordonner le suivi des fonds internationaux. Chaque point focal devra mettre en place un filtre d'information stratégique pour sa propre unité, et identifier et diffuser des opportunités à d'autres acteurs pertinents de l'administration et, le cas échéant, à des entreprises et à la société civile.

3. Coordination renforcée de la représentation de l'Espagne au sein d'organismes internationaux. L'accent sera mis sur les possibilités au sein de l'UE et des institutions financières multilatérales.

4



Plates-formes pour promouvoir le programme Focus Afrique 2023

Un ensemble de plateformes de nature et de composition différentes permettra de promouvoir et de rendre cohérentes les actions, en contribuant à leur impact et à leur efficacité. Ces plateformes associeront des acteurs des administrations publiques et, dans certains cas, de la société espagnole également. Il existe des plateformes qui incluent des acteurs africains, institutionnels ou de la société civile, ces derniers jouant un rôle important dans l'échange d'informations et la proposition d'initiatives, ainsi que dans la mise en œuvre de projets communs.

Commission interministérielle pour l'Afrique (CIMA). Prévues dans le III^e Plan Afrique, cette commission sera composée de représentants des ministères intéressés par la réalisation d'actions en Afrique. Elle vise à coordonner, échanger des informations et encourager l'évaluation du Plan Afrique.

« **Mesa África** ». Il s'agit du principal forum de dialogue entre le ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération et la société civile (ONG, secteur privé d'entreprises, secteur culturel et milieu académique). Ce forum de dialogue peut formuler des propositions d'actions et de partenariats public-privé à soumettre à la CIMA.

Réunion annuelle des ambassadeurs espagnols accrédités en Afrique.

Mécanismes de coordination et de défense de la stratégie et des intérêts espagnols dans l'UE.

Processus d'élaboration des Cadres d'Association Pays (MAP) de la coopération espagnole.

Groupe des ambassadeurs africains en Espagne. Il se réunit au moins une fois par an,



Photo de famille lors de la 1ère Réunion d'Hispanistes, tenue en Casa África en novembre 2019, avec la présence du directeur de l'Institut Cervantes, Luis García Montero, entre autres personnalités.

à l'occasion de la Journée de l'Afrique, sous la présidence du ministre des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération.

Casa África. Elle inclut cinq domaines d'action essentiels : diplomatie publique, économique, culturelle, numérique et institutionnelle.

Forum hispano-africain sur les villes durables. Axé sur le vaste cadre du développement urbain, avec une forte présence du secteur privé.

Consultations politiques bilatérales régulières avec tous les pays priorités par le III^e Plan Afrique (Afrique du Sud, Nigeria, Éthiopie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Tanzanie, Mozambique et Angola) et l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Mécanismes de dialogue régulier avec l'UA, la CEDEAO et les pays prioritaires pour évaluer la mise en œuvre du programme Focus Afrique 2023 et proposer des mises à jour.

5



Modalités de travail : pour une meilleure efficacité de l'action extérieure en Afrique

Le programme Focus Afrique 2023 comprend à la fois les actions de l'Espagne sur le continent, les mesures internes de coordination et les initiatives de réforme visant à améliorer cette action extérieure et la présence de l'Espagne en Afrique. L'analyse qui a conduit à l'élaboration de ce programme d'action montre la pertinence des éléments qui suivent, déterminants de l'efficacité de l'action extérieure de l'Espagne en Afrique :

L'importance **de renforcer le partenariat public-privé et d'encourager la collaboration du secteur privé dans toutes les priorités du programme Focus Afrique 2023, là où celle-ci apporte une valeur ajoutée.**

Cette complémentarité doit s'étendre aux **principaux forums multilatéraux qui ont un impact sur l'Afrique** afin de garantir que nos attentes à l'égard du continent soient véhiculées de la même manière dans tous ces forums.

Accroître et **renforcer les ressources humaines et matérielles** disponibles pour la mise en œuvre de l'action extérieure en Afrique est une priorité. Il est nécessaire de renforcer et d'étendre les réseaux de bureaux économiques et commerciaux et de bureaux techniques de coopération dans la région subsaharienne et d'accroître la capacité des ambassades afin de veiller à ce que les possibilités offertes par le continent soient réellement exploitées.

Les **propres instruments financiers doivent être optimisés** afin de mieux servir les entreprises espagnoles et de répondre aux demandes d'assistance et d'investissement formulées par les pays partenaires en Afrique. Le renforcement du financement des études de viabilité et de faisabilité à travers des soutiens financiers non remboursables est une priorité.

Il est nécessaire d'améliorer l'**articulation et la complémentarité** entre les accords politiques,



Vue de la baie de Luanda, capitale de l'Angola.

la coopération technique publique, la coopération financière et les instruments de soutien au secteur privé.

Aux fins **du suivi et de l'évaluation** de ce programme, un mécanisme comprenant des indicateurs de suivi sera conçu.

Tous ces efforts seront guidés, accompagnés et renforcés par l'**engagement politique** en faveur du rapprochement avec le continent et de relations plus étroites. Cet engagement politique se traduira par un calendrier de visites réciproques de responsables politiques et hauts fonctionnaires espagnols et africains visant à favoriser un dialogue fluide et durable et à intensifier les échanges.

Annexe 1



Programme d'action 2020-2023

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'UNION EUROPEËNNE
ET DE LA COOPÉRATION.
ACTIVITÉS PRÉVUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ORGANISME RESPONSABLE	UNITÉ	ANNÉE(S) DE MISE EN ŒUVRE				DESCRIPTION ET OBJECTIFS	LIEU
		2020	2021	2022	2023		
Secrétariat d'État aux affaires étrangères et pour l'Ibéroamérique et les Caraïbes	Unité de prévention du terrorisme. Programme Sahel ONU	•				Contribution visant à soutenir des projets spécifiques de renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel.	Sahel
	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PAM)	•				Contribution au Programme alimentaire mondial pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes touchées par des crises (personnes réfugiées, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, entre autres), avec un déploiement significatif dans le Sahel.	Sahel et autres
	Soutien aux victimes de la guerre et de la violence interne au CICR	•				Soutien au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) du Sahel pour la protection des victimes de la guerre et de la violence interne et pour le respect du droit international humanitaire au Sahel.	Sahel
	Réseau de groupes de réflexion africains et espagnols pour l'autonomisation des femmes		•	•	•	Création d'un réseau hispano-africain de groupes de réflexion concernant l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes africaines et le programme Femmes, paix et sécurité.	Espagne et Afrique subsaharienne
	L'Espagne et l'Union africaine : perspectives de la relation à l'avenir et avantages comparatifs		•			Séminaire en format hybride, online et présentiel, visant à promouvoir un espace de rencontre et de propositions concernant l'avenir de la relation entre l'Union africaine et l'Espagne. Organisé par l'Ambassade d'Espagne à Addis Abeba.	Addis Abeba et Espagne
	Premier Forum hispano-africain sur les villes durables		•		•	Dédié au développement urbain durable, cet événement a pour ambition d'être un forum de référence hispano-africain, un moteur de coopération et de dialogue politique. La première édition (11/2021) réunira 10 maires africains et un certain nombre de maires de villes espagnoles, ainsi que des membres de la société civile, les organisations multilatérales et le secteur privé.	Madrid
	MOU Dialogue politique entre l'Espagne et l'UA		•	•	•	Mémorandum d'entente avec l'Union africaine qui définira le Forum annuel de dialogue politique entre les ministres et les présidents de la CUA.	Madrid / Addis Abeba

Secrétariat d'État aux affaires étrangères et pour l'Ibéroamérique et les Caraïbes	MOU Espagne-CEDEAO sur le programme Femmes, paix et sécurité (FPS)	●	●			Mémoire d'entente avec la CEDEAO concernant le programme FPS et soutien à la Plateforme des femmes du G5 Sahel.	Abuja
	MOU Espagne-UA y Espagne-CEDEAO sur l'enseignement de l'espagnol	●	●	●	●	Cours d'espagnol pour les fonctionnaires des organisations multilatérales africaines en collaboration avec l'Instituto Cervantes.	Abuja Addis Abeba
	Programme de bourses pour les fonctionnaires de la CEDEAO	●	●	●	●	Bourses d'études pour le Master en relations internationales de l'École diplomatique pour les fonctionnaires des pays de la CEDEAO. Programme lancé en 2019 qui vise à octroyer des bourses à entre 8 et 15 étudiants par an.	Madrid
	Constitution de la CIMA		●	●	●	La Commission interministérielle pour l'Afrique sera mise en place. Il est prévu que cet organe de consultation de l'administration générale de l'État espagnol se réunisse deux fois par an.	Madrid
	Constitution de la "Mesa África"	●	●	●	●	La "Mesa África" servira d'organe de consultation, d'échange et de promotion des initiatives du ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération auprès de la société civile et du secteur privé.	Madrid
	Ouverture et consolidation de l'antenne diplomatique au Tchad	●	●			Démarches pour rendre opérationnelle l'antenne diplomatique du MAUC à N'Djamena.	D'Djamena, Tchad
	Activités d'information et de communication stratégique sur l'Afrique	●	●	●	●	Programme d'information et de sensibilisation sur l'Afrique en Espagne pour accompagner et renforcer les actions politiques visant à promouvoir le rapprochement entre l'Afrique et l'Espagne.	Espagne et Afrique subsaharienne
	Réunion des ambassadeurs espagnols	●	●	●	●	Réunion annuelle avec les ambassadeurs espagnols en poste en Afrique subsaharienne.	Espagne /Afrique
	Mise en place d'un mécanisme de planification et d'évaluation	●	●	●	●	Projet développé en collaboration avec l'IEPP (Institut d'évaluation des politiques publiques) en vue de promouvoir pour la première fois l'évaluation externe d'un plan d'action géographique au sein du MAUC.	Madrid
	Consultations politiques bilatérales avec les partenaires africains	●	●	●	●	Consultations annuelles avec les "pays prioritaires" du IIIe Plan Afrique, au niveau de la DG. Avec les "pays phares" (Nigeria, Afrique du Sud et Éthiopie), le Sénégal, l'UA et la CEDEAO, les consultations se feront au niveau des secrétaires d'État et des sous-ministres. Consultations avec des pays non-africains ayant une présence significative sur le continent, européens et extra-européens.	Afrique et Espagne
	Renforcement des liens avec le secteur du numérique en Afrique subsaharienne	●				Cartographie des blogueur.se.s et des influenceur.se.s et développement d'une méthodologie pour interagir avec ceux-ci et celles-ci, promouvoir une bonne image de l'Espagne et obtenir des renseignements susceptibles d'intéresser nos ambassades.	Sénégal
	Séminaire sur la sécurité en Afrique de l'Ouest	●				En collaboration avec Casa África et le groupe de réflexion ghanéen KAIPTC, il rassemblera des analystes africains et espagnols et abordera les défis en matière de stabilité en Afrique de l'Ouest.	Îles Canaries
	MOU sur le travail rémunéré des conjoints du personnel des ambassades	●	●	●	●	La signature de mémorandums d'entente pour autoriser le travail rémunéré des conjoints du personnel des ambassades dans tous les pays où l'Espagne a une ambassade sera encouragée.	Afrique
	Forum des femmes entrepreneuses africaines		●			Événement visant à promouvoir les investissements réciproques et à défendre l'égalité des genres au sein des grandes entreprises. Organisé avec la Fondation Women for Africa et prévu pour juin 2021.	Afrique/Espagne
Séminaire : comment se construit la réputation d'un pays ? Réflexion sur les relations hispano-africaines.		●			La perception ou la connaissance mutuelle qui existe entre l'Espagne et les grands pays d'Afrique subsaharienne est un sujet encore mal connu. Ce séminaire vise à aborder la question de l'image de l'Espagne en Afrique et à explorer les mécanismes permettant d'améliorer la connaissance mutuelle entre l'Espagne et le continent africain. Il sera organisé en collaboration avec Casa África et d'importants groupes de réflexion espagnols.	Madrid	

Secrétariat d'État aux affaires étrangères et pour l'Ibéroamérique et les Caraïbes	Ter séminaire sur la coopération universitaire et scientifique Espagne-Afrique		●			Événement visant à promouvoir les échanges scientifiques/académiques et à favoriser la collaboration entre les établissements d'enseignement des deux continents. En collaboration avec Casa África.	Îles Canaries
	Programme des jeunes leaders africains			●		Venue en Espagne d'un groupe de jeunes journalistes, femmes et hommes d'affaires, fonctionnaires et chercheur.se.s, pour promouvoir les échanges et faire connaître la réalité de l'Espagne en tant que pays pionnier et moderne.	Espagne
	Célébration de l'année culturelle de l'Afrique en Espagne				●	Exposition à Las Palmas de Gran Canaria et à Madrid présentant les principales manifestations de la culture africaine actuelle (peinture, musique, mode, cinéma, etc.).	Îles Canaries et Madrid
	Sécurité physique et gestion des stocks (PSSM) d'armes légères et de petit calibre (SALW) Sahel II		●	☒		Approuvé par le GT du Conseil de l'UE sur la non-prolifération (CONOP); projet de décision du Conseil relatif au 2e projet sur la sécurité physique et la gestion des stocks (PSSM) d'armes légères et de petit calibre (SALW) au Sahel. Prochaine proposition du Haut représentant.	
	Mise au point d'un système de validation de la gestion des armes et des munitions ayant une incidence sur le Sahel		●	☒		"Approuvé par le GT dans le cadre du projet CONOP: décision du Conseil visant à créer un système internationalement reconnu de validation et de gestion des armes et des munitions conformément aux normes internationales par AMAT (Ammunition Management Advisory Team) qui assurera la liaison avec d'autres projets parallèles de l'UE tels que le projet sur la sécurité physique et la gestion des stocks (PSSM) d'armes légères et de petit calibre (SALW) au Sahel. Prochaine proposition du Haut représentant.	
Secrétariat d'État à l'Union européenne	Nouvel instrument d'action extérieure de l'UE (NDICI)	●	●			Approbation d'un nouvel instrument d'action extérieure (NDICI) dans le CFP. Enveloppe prévue pour l'Afrique subsaharienne: 26 966 M€.	Bruxelles
	Exercice de programmation	●	●			Élaboration de l'exercice de programmation dans le cadre de l'UE (pré-programmation déjà en cours) au titre du nouvel instrument.	Bruxelles
	Conclusions relatives à la Communication conjointe de la COM et du HR/VP	●				Adoption des conclusions du Conseil et Communication conjointe de la COM et du HR/VP: "Vers une stratégie globale avec l'Afrique"	Bruxelles
	Stratégie commune Afrique-UE, appelée à remplacer celle de 2007	●	●			6e sommet UE-UA à Bruxelles : approbation d'une nouvelle stratégie commune Afrique-UE appelée à remplacer celle de 2007.	Bruxelles
	Accord avec les pays ACP (Protocole Afrique)	●	●			Approbation d'un nouvel accord de partenariat entre l'UE et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui succédera à l'Accord de Cotonou (le processus de négociation peut se poursuivre jusqu'en 2021).	Bruxelles
	Réunions ministérielles UE/UA	●	●	●	●	Des réunions ministérielles UE/UA sont prévues.	Bruxelles/capitale africaine
	Réunions entre les Commissions de l'UE et l'UA.	●	●	●	●	Réunions annuelles entre les Commissions de l'UE et l'UA.	
	Plans d'action régionaux					Examen et mise à jour des plans d'action régionaux pour la Corne de l'Afrique et pour le Sahel et du plan d'action pour le Golfe de Guinée expirant en 2020.	Bruxelles
Secrétariat d'État à l'Espagne globale	Présidence espagnole OCDE	●				Priorité à la relance durable, verte et inclusive dans le monde entier, y compris en Afrique. Coordination du Centre de développement de l'OCDE suite à l'organisation du Forum OCDE-Afrique en novembre 2019.	Madrid et Paris
	Des ambassadeurs africains visitent des entreprises espagnoles	●	●	●	●	Contact direct et promotion réciproque des opportunités dans les pays africains et des entreprises ayant un intérêt pour les investissements en Afrique.	Espagne
	Programme Ambassadeurs, avec les ambassades espagnoles en Afrique subsaharienne	●	●	●	●	Information et promotion des principaux marchés africains auprès des acteurs économiques espagnols (Club de Exportadores e Inversores, Chambres de commerce territoriales, etc.).	Espagne

Secrétariat d'État à l'Espagne globale	Rencontre d'entrepreneuses africaines - Casa África			●		Possibilité d'organiser une journée de rencontre réunissant des entrepreneuses d'Afrique subsaharienne, en collaboration avec Casa África.	Las Palmas
	Colloque autour des énergies renouvelables en Afrique		●	●		Possibilité d'organiser un colloque en collaboration avec des entreprises du secteur présentes en Afrique ou désireuses de s'y implanter.	À définir
	Rencontres d'entreprises		●	●		Collaboration à l'organisation de rencontres de type commercial avec des pays africains.	Variable
	Colloque consacré à la diplomatie économique avec les ambassadeurs espagnols présents en Afrique (Casa África)		●			Colloque à Casa África accueillant les ambassadeurs espagnols présents dans la région avec un programme spécifique consacré à la diplomatie économique.	Las Palmas
	Appel à subventions pour les centres d'analyse et de réflexion	●	●			Appel annuel à subventions	Espagne
Secrétariat d'État à la coopération internationale	DCAA (Direction de la coopération Afrique-Asie)	●	●	●	●	Programmes de coopération en Afrique subsaharienne dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la gouvernance, du genre, du développement, de l'eau et de l'énergie.	Cap-Vert, Éthiopie, Guinée équatoriale, Mali, Mozambique, Niger, Sénégal et régions
	OAH (Office de l'action humanitaire)	●	●	●	●	Zone prioritaire pour l'action humanitaire en Afrique subsaharienne : le Sahel et le Lac Tchad.	Mali, Niger et Nigeria
	ONGD	●	●	●	●	Accords avec des Organisations non gouvernementales de développement.	Éthiopie, Guinée équatoriale, Mali, Mozambique, Niger et Sénégal
	DRCC (Direction des relations culturelles et scientifiques)	●	●	●	●	Activités de promotion culturelle, collaboration avec l'Instituto Cervantes, programme "ACERCA" et formations sur la culture et le développement en Afrique subsaharienne.	Afrique subsaharienne
	FONPRODE	●	●	●	●	Programmes d'inclusion financière, de développement rural et d'irrigation, d'énergie renouvelable et de soutien aux systèmes de santé face au COVID-19 en Afrique.	Afrique subsaharienne
	DGPOLDES (Direction générale des politiques de développement durables)	●	●	●	●	Se prevé firma de Marcos de Asociación País y Acuerdos de Cooperación Avanzada en la mayoría de países prioritarios en la región durante este periodo.	Afrique subsaharienne
	FIIAPP (Fondation internationale et pour l'Ibéroamérique d'administration et des politiques publiques)	●	●	●	●	Programmes de gouvernance, de paix, de sécurité, de développement et de soutien à la recherche scientifique (programmes GAR -Groupes d'action rapides-, PAGES, etc).	Afrique subsaharienne
Casa África	Conseil diplomatique de Casa África	●	●	●	●	Réunion annuelle du Conseil diplomatique (ambassadeurs africains accrédités en Espagne) en collaboration avec le MAUC, à l'occasion de la Journée mondiale de l'Afrique.	Madrid
	INVESTOUR. Forum pour les affaires et les investissements touristiques en Afrique	●	●	●	●	Forum d'investissement touristique (Afrique-Espagne) organisé dans le cadre de FITUR et en collaboration avec l'OMT, visant à promouvoir le tourisme durable en Afrique.	Madrid
	Rencontre de journalistes Afrique - Espagne		●		●	Rencontre biennale des journalistes africains et espagnols qui, dans le cadre de sa troisième édition, se réinvente sous la forme d'un cours de formation pour les journalistes africains sur le thème des "fake news", domaine dans lequel les médias espagnols sont pionniers. Prévus en novembre.	Madrid
	Rencontre des hispanistes Afrique-Espagne		●		●	Événement visant à faire connaître l'intérêt grandissant porté à la langue espagnole en Afrique et le formidable travail des hispanistes africains dans ce domaine. En collaboration avec el MAUC, le Gouvernement des Îles Canaries et l'Instituto Cervantes.	Las Palmas de Gran Canaria, Madrid

Casa África	Colloque Société numérique	●	●	●	●	Webinaire pour aborder la transformation numérique et les défis qu'elle pose dans nos sociétés. Des experts africains et espagnols nous aident à découvrir les tendances en matière de compétences numériques, de stratégies et de nouveaux canaux en se penchant notamment sur la manière d'optimiser les possibilités de diffusion des connaissances et des informations. Des experts tels que Manuel Muñiz ou Lukama Binda (experte en numérisation, Kinshasa, RDC) y participent.	Las Palmas de Gran Canaria/online
	Forum sur les migrations		●			Suite à la publication du Pacte mondial sur les migrations, premier accord mondial visant à tirer profit des avantages de la migration et à protéger les immigrés sans papiers (en situation irrégulière), et compte tenu de la crise migratoire actuelle, vécue en première ligne sur les côtes canariennes, Casa África souhaite créer un groupe de travail au sein duquel le monde universitaire et d'autres secteurs sociaux pourront débattre, analyser et réfléchir sur ce pacte et sur la manière de gérer efficacement cette réalité mondiale dans laquelle la coopération joue un rôle indispensable, afin d'augmenter l'impact positif de la migration pour tous.	Las Palmas de Gran Canaria/online
	Concours musical "Vis a Vis"		●	●	●	Concours musical annuel qui soutient l'industrie musicale africaine et renforce la présence de la musique africaine en Espagne. Il se déroule chaque année dans un pays africain différent.	Plusieurs villes africaines
	Ille Rencontre de groupes de réflexion Afrique-Espagne		●			L'événement réunit des représentant.e.s des groupes de réflexion africains et des spécialistes de l'Afrique subsaharienne issus de groupes de réflexion espagnols afin de renforcer les réseaux et les échanges.	Las Palmas de Gran Canaria
	Rencontres "Ces femmes qui changent le monde" (Mujeres que transforman el mundo)			●		Soutien à la participation de personnalités africaines à cet événement organisé par la ville de Ségovie, qui réunit chaque année des femmes de lettres engagées, de philosophes, des actrices, des journalistes et des correspondantes de renom.	Ségovie
	Réunion des universités espagnoles		●	●	●	Réunion dont l'objectif est de répertorier les innombrables projets menés par les universités espagnoles en Afrique (bourses, mobilité, recherche, etc.).	Las Palmas de Gran Canaria
	Observatoire d'innovation sociale "Ayoka"		●	●	●	L'observatoire mettra en relation de jeunes entrepreneurs, se.s et/ou dirigeant.e.s africain.e.s et espagnol.e.s dans le but de lancer des projets d'intérêt général qui s'inscrivent dans le cadre des objectifs de développement durable. En collaboration avec Puerta de África.	Online
	Journées de réflexion #ÁfricaEsNoticia: la sécurité en Afrique de l'Ouest	●	●	●	●	Cycle de 4 webinaires relatifs à différents aspects de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Il est cofinancé par le ministère de la défense et se tiendra au mois de mai.	Online
	Cycle de conférences #ÁfricaEsNoticia	●	●	●	●	Plusieurs activités tout au long de l'année qui abordent des questions d'actualité concernant le continent africain avec la participation de journalistes et de spécialistes.	Online
	Cycle de conférences #Agenda2030	●	●	●	●	Cycle de conférences qui met en lumière des personnes, des organisations et des initiatives dans le cadre des 17 ODD de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.	Online, Las Palmas de Gran Canaria et d'autres villes espagnoles
	Soutien aux programmes d'études universitaires	●	●	●	●	Soutien apporté à la présence africaine dans le cadre des cours d'été et des conférences organisés par les différentes universités partenaires.	Différentes villes
	Projet Enseñar África	●	●	●	●	Projet éducatif destiné aux élèves du secondaire basé sur 8 unités didactiques qui présentent une réalité positive de l'Afrique.	Îles Canaries
Expositions	●	●	●	●	Entre 3 et 5 expositions sont organisées chaque année dans le but de sensibiliser et de communiquer sur des sujets de première importance tels que la situation des femmes, les questions liées à l'environnement et aux migrations, etc. Les expositions sont généralement itinérantes.	Las Palmas de Gran Canaria et d'autres villes espagnoles	

Casa África	Concours et prix Casa África	●	●	●	●	Objectif Afrique : un concours annuel de photographie qui cherche à donner à voir les aspects positifs du continent ; Purorelato : un concours de micro-récits pour encourager les gens à penser et à écrire sur l'Afrique ; Prix de l'essai : un prix décerné à un essai consacré à des thématiques liées à l'Afrique dans le but de reconnaître, d'encourager et de diffuser des essais originaux et inédits qui contribuent à une meilleure connaissance du continent africain ; Prix Saliou Traoré : un prix qui rend un hommage posthume à celui qui a été correspondant d'EFE au Sénégal pendant 40 ans, et qui vise à stimuler la publication d'informations sur l'Afrique dans les médias espagnols ; Prix du cinéma : un prix qui récompense le meilleur documentaire en collaboration avec le Festival du film de Tarifa (FCAT).	Online et las Palmas de Gran Canaria
	Campagne sur les réseaux sociaux	●	●	●	●	Campagne de la Journée de la femme : une campagne de Casa África sur les réseaux sociaux pour faire connaître le travail exceptionnel de femmes africaines leaders dans divers domaines (gouvernance, économie, art, genre) ; Campagne #TúPodríasSerMigrante : une campagne de sensibilisation pour lutter contre le racisme et la xénophobie et mettre en lumière la contribution positive de la population migrante à la société espagnole ; Campagne visant à visibiliser l'engagement de l'Espagne envers l'Afrique : une campagne de Casa África sur les réseaux sociaux visant à informer les sociétés africaines de l'engagement de l'Espagne envers le continent qui met en valeur l'Espagne en tant que pays démocratique, moderne, innovant, engagé dans les ODD et bicontinental ; Campagne sur le changement climatique.	Online
	África en movimiento	●	●	●	●	Collaboration avec les ambassades d'Espagne en Afrique pour assurer la continuité du travail mené par Aida Colmenero Diaz: cours de danse aux créateurs et aux danseurs professionnels et soutien au projet Ella poema/She poem.	Plusieurs pays africains (à définir)
	Africa Moment	●	●	●	●	Soutien aux résidences chorégraphiques organisées dans le cadre du festival Africa Moment qui se tiendra à Barcelone en décembre.	Barcelone
	Festival Casa África	●	●	●	●	Un festival de cinéma qui projette les réalités sociales, culturelles, politiques et économiques et qui soutient l'industrie cinématographique africaine et ses professionnels.	Las Palmas de Gran Canaria et d'autres villes espagnoles
	África Vive	●	●	●	●	Célébration de la Journée mondiale de l'Afrique avec des activités culturelles et sportives pour réunir les citoyens africains et espagnols dans un contexte ludique et participatif.	Las Palmas de Gran Canaria/online
	Réunion des chambres de commerce espagnoles avec la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie de l'Afrique l'Ouest		●			Cette rencontre entre plusieurs organisations espagnoles et la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie de l'Afrique l'Ouest se tiendra en 2021. Il a fallu préparer le positionnement espagnol ainsi qu'une présentation publique de la nouvelle stratégie Horizon Afrique. La rencontre prévue en 2021 doit profiter de la situation des Canaries, une région ultrapériphérique de l'Union européenne et un vecteur idéal des relations économiques et commerciales de par sa proximité et sa connectivité avec les pays d'Afrique occidentale.	Las Palmas de Gran Canaria/online
	Séminaire de haut niveau Espagne-Sénégal consacré aux déchets solides et à l'économie circulaire.		●			Dans la droite ligne du séminaire organisé avec la Mauritanie en 2018, nous proposons d'organiser, selon le même format, un séminaire Espagne-Sénégal de haut niveau, qui aura pour thématique la coopération dans le domaine des déchets solides et de l'économie circulaire. Cette action serait menée en collaboration avec l'ambassade du Sénégal à Madrid, dans le but de connaître de première main les défis du Sénégal en matière de gestion des déchets solides et d'analyser la situation des déchets solides dans différentes zones, ainsi que de réfléchir aux modèles de gestion des déchets qui sont applicables et au concept d'économie circulaire.	Las Palmas de Gran Canaria et online



Casa África	Présentation de rapports économiques		•	•	•	Casa África collabore à la présentation de rapports publiés par des organisations de renom dans le monde entier afin de faire connaître la réalité économique de l'Afrique subsaharienne et de diffuser en Espagne les publications internationales portant sur les économies et les marchés africains. En 2021, les rapports suivants seront présentés : Dynamique du développement en Afrique de (OCDE), Perspectives économiques en Afrique (Banque africaine de développement) et Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (Fonds monétaire international).	Madrid, Las Palmas de Gran Canaria et online
	Formation destinée aux femmes travaillant dans le secteur portuaire	•	•	•	•	Collaboration avec la Fundación Puertos de las Palmas pour la réalisation de différentes formations destinées principalement à l'Association des professionnelles du secteur portuaire de la côte ouest et centrale de l'Afrique (réseau REPAOC).	Las Palmas de Gran Canaria
	Forum hispano-africain sur les villes durables / Projet Lazos		•			Webinaire permettant d'aborder le sujet de la transformation numérique et les défis qu'elle représente dans nos sociétés. Des spécialistes africains et espagnols nous feront découvrir les dernières tendances en matière de compétences numériques, de stratégies et de nouveaux canaux. Nous nous pencherons notamment sur la question de l'optimisation des possibilités de diffusion des connaissances et des informations.	Las Palmas de Gran Canaria/ Madrid
	Webinaires économiques		•			Casa África lance une série de webinaires sur les questions économiques actuelles concernant l'Afrique afin d'éclairer les réalités spécifiques de la situation actuelle. Cette initiative repose sur le constat suivant : le potentiel économique du continent est tout aussi attractif que méconnu et ce travail d'information est de nature à favoriser l'internationalisation des entreprises espagnoles.	Online

Casa África	II Rencontre de femmes entrepreneurs de la CEDEAO			●		Promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes et tisser de nouveaux réseaux permettant aux femmes de développer leurs projets.	Fuerteventura
	Le Sénégal : un pays pilote	●				Réunion de haut niveau avec le Sénégal pour renforcer et consolider les relations bilatérales avec l'Espagne, en plus du transfert de savoir-faire en matière de gestion des déchets.	Las Palmas de Gran Canaria
	Casa África : le centre de formation de l'AECID pour l'Afrique de l'Ouest			●	●	Casa África est le centre de formation de l'AECID pour l'Afrique de l'Ouest	Las Palmas de Gran Canaria
	III Rencontre Tech Hubs : industrie agroalimentaire			●		L'objectif de cette rencontre est de transmettre le savoir-faire espagnol en matière d'agroalimentaire, ainsi que de rechercher des solutions pour faire face aux défis communs grâce à la technologie.	Las Palmas de Gran Canaria
	Conférence internationale sur l'entreprenariat et l'innovation en Afrique.			●		Conférence annuelle qui réunit des startups et des entrepreneurs technologiques africains et espagnols, ainsi que de grandes entreprises et universités espagnoles et africaines.	À définir
Instituto Cervantes	Instituto Cervantes Dakar		●	●	●	Activités culturelles, éducatives, diplômantes et de soutien à l'hispanisme de l'Institut Cervantes de Dakar, qui ont dû être reportées à 2021 en raison de la COVID-19.	Dakar
	Renforcement du partenariat avec FMxA		●	●	●	Aménagement d'un espace dans les locaux de l'Institut Cervantes de Dakar au profit de la Fondation Femmes pour l'Afrique.	Dakar
	Observatoire de la langue espagnole en Afrique		●			Étude préparatoire à la mise en place d'un Observatoire de la langue espagnole sur le continent africain.	Dakar
	Rencontre des hispanistes Afrique-Espagne		●		●	Rencontre biennale des hispanistes espagnols et africains, en collaboration avec Casa África, le MAUC et le Gouvernement des Îles Canaries.	Madrid et Gran Canaria
	Missions académiques		●	●	●	Collaboration avec l'AECID pour l'organisation et la réalisation d'importants événements de formation pour les professeurs africains d'espagnol comme langue étrangère dans différents pays d'Afrique subsaharienne.	Afrique (pays à déterminer)
	Tribuna del hispanismo	●		●		Organisation de débats et de présentations en présence d'hispanistes africains de renom dans le cadre du forum <i>Tribuna del hispanismo</i> , en Espagne et en Afrique.	Madrid, Dakar
	Démolinguistique de l'espagnol en Afrique	●	●	●	●	Publications et soutien à la recherche sur la présence et le rayonnement de l'espagnol au sein du sous-continent africain (par le biais d'articles dans l' <i>Anuario del Instituto Cervantes</i> , entre autres).	Madrid
	Offre d'activités en ligne	●	●	●	●	Coordination depuis l'Institut Cervantes de Dakar d'une offre d'enseignement en ligne, de formation des enseignants et d'activités culturelles pour le sous-continent africain.	Afrique
	Antenne de l'Institut Cervantes à Abidjan	●	●			Un représentant de l'Institut Cervantes, rattaché à l'IC de Dakar, est présent à Abidjan.	Abidjan
	Aula Cervantes Abidjan		●	●		Recherche de mécénat auprès d'entreprises privées, en collaboration avec la Direction Générale pour l'Afrique, pour l'ouverture d'une Aula Cervantes à Abidjan.	Abidjan

SECRETARIAT D'ÉTAT À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE -AECID ET FIIAPP

ACTIVITÉS PRÉVUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ACTIVITÉ	ANNÉE(S) DE MISE EN OEUVRE				DESCRIPTION ET OBJECTIFS	LIEU
	2020	2021	2022	2023		
Enquête sur la façon dont sont perçus les droits des femmes au sein de la population adulte et adolescente en Algérie		●	●		Genre et développement	Algérie
Appui à la réforme institutionnelle et au développement des capacités de l'École supérieure de la magistrature	●	●			Gouvernabilité	Algérie
Amélioration de la résilience du secteur agricole au Cap-Vert	●	●			Statistique	Cap-Vert
Renforcement des capacités techniques de l'Institut national de la statistique du Cap-Vert pour la réalisation de recensements généraux de la population et du logement, l'aménagement du cadre légal et la production de statistiques sur les comptes nationaux, l'économie et les entreprises	●	●	●		Sécurité alimentaire	Cap-Vert
Contribuer à la création d'emplois dignes pour les femmes et à l'amélioration de leur accès à l'emploi	●	●			Genre	Cap-Vert
Contribuer à la création d'entreprises et à l'auto-emploi parmi les jeunes et les femmes dans le secteur de l'économie bleue au Cap-Vert	●	●			Emploi	Cap-Vert
MISE EN PLACE D'UN PROJET PILOTE DE RECYCLAGE DES EAUX USÉES POUR LEUR UTILISATION SÛRE DANS L'AGRICULTURE	●	●			Agriculture	Cap-Vert
MELISSA –Femmes entrepreneures et intégration durable dans le secteur agricole : autonomisation, formation et accompagnement des femmes du Cap-Vert en vue de promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans le secteur agricole tout en encourageant l'utilisation efficace de l'eau et l'irrigation goutte à goutte	●	●	●		Genre	Cap-Vert
Renforcement de la résilience des familles rurales dans l'ère post-COVID-19	●	●	●		Sécurité alimentaire	Cap-Vert
Coopération déléguée. Appui à la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne -Phase III à Ribeira Grande de Santiago, Cap-Vert	●	●	●		Adaptation au changement climatique	Cap-Vert
Coopération déléguée. Appui à la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne -Phase III à Ribeira Grande de Santiago, Cap-Vert	●	●	●		Adaptation au changement climatique	Cap-Vert
Formation pour l'emploi des jeunes dans le secteur touristique en Haute-Égypte	●	●			Emploi	Égypte
Recherches sur l'impact du mariage précoce en Égypte et sensibilisation au phénomène	●				Genre et développement	Égypte
Vers un environnement sûr et sans violence à l'égard des femmes en Égypte	●				Genre et développement	Égypte
Développer les capacités, soutenir et mobiliser la société civile pour contribuer à mettre fin au mariage des enfants en Égypte	●	●			Genre et développement	Égypte
Renforcement et développement des capacités des organisations de réfugiés et de migrants en Égypte		●	●	●	Migrations	Égypte
Promouvoir l'engagement citoyen pour prévenir la radicalisation en Égypte		●	●		Gouvernabilité	Égypte
Création d'emplois pour les jeunes via la formation à l'emploi et à la création d'entreprises		●			Emploi	Égypte
Travail et égalité pour les femmes dans le secteur touristique en Égypte		●	●	●	Genre et développement	Égypte
Micro & Small Medium Enterprise Development Agency (MSMEDA): pour le travail des femmes en Haute-Égypte		●	●	●	Genre et développement	Égypte

Vers la qualité et l'amélioration du service public en Égypte		•	•	•	Gouvernabilité	Égypte
Vers des conditions de travail décentes pour les employées domestiques en Égypte		•	•	•	Genre et développement	Égypte
Formation et renforcement des capacités des juges, des procureurs et autres professionnels de l'administration de la justice en Égypte		•	•		Gouvernabilité	Égypte
Appui à l'autonomisation économique des femmes en Égypte en facilitant leur accès au marché du travail formel		•	•		Genre et développement	Égypte
Promotion de l'intégration des femmes égyptiennes au marché du travail à travers les médias		•	•		Genre et développement	Égypte
Promotion du dialogue, du débat, du plaidoyer et de la participation de la société civile en Égypte		•			Gouvernabilité	Égypte
Renforcement des politiques migratoires à travers l'appui institutionnel		•	•	•	Gouvernabilité	Égypte
Renforcement des capacités de l'Alliance nationale pour la fin des mutilations génitales féminines et l'abolition du mariage des enfants	•	•	•		Genre et développement	Éthiopie
Contribution au Fonds commun pour la réalisation des ODD dans le domaine de la santé	•	•			Santé	Éthiopie
Renforcement de la formation médicale spécialisée et des services médicaux spécialisés prioritaires afin d'avancer vers la couverture sanitaire universelle et la réalisation de l'ODD 3.8	•	•			Santé	Éthiopie
Renforcement des capacités de la Direction Pêche et Agriculture du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	•	•	•		Sécurité alimentaire	Éthiopie
Croissance agricole	•	•			Sécurité alimentaire	Éthiopie
Renforcement institutionnel de l'Institut national de statistique de Guinée équatoriale (INEGE)	•	•	•		Gouvernabilité	Guinée équatoriale
Lutte contre les maladies transmissibles et négligées	•	•			Santé	Guinée équatoriale
Soutien à la formation professionnelle	•	•			Éducation	Guinée équatoriale
Sensibilisation à la violence machiste	•	•			Genre	Guinée équatoriale
Projet Arc-en-ciel d'appui à la santé des personnes LGBTIQ+		•			Genre	Guinée équatoriale
Association pour la promotion des droits et du bien-être de la famille (APSEF)	•	•	•		Genre et développement	Mali
Appui à l'autonomisation économique des femmes dans la chaîne de valeur du karité	•	•			Genre et développement	Mali
Accompagnement des femmes et des filles victimes de violence fondée sur le genre dans la région de Sikasso et le district de Bamako	•	•			Genre et développement	Mali
Appui au système de santé décentralisé dans la région de Kayes (districts sanitaires de Kéniéba et de Bafoulabé)	•	•	•		Santé	Mali
Aide au développement de la politique de santé reproductive dans la région de Kayes. PHASE IV.	•	•	•	•	Santé	Mali
Agriculture familiale et petite irrigation au Mali	•	•			Sécurité alimentaire	Mali
Appui à l'Initiative pour l'irrigation au Sahel au Mali	•	•	•	•	Sécurité alimentaire	Mali
Assistance technique en matière d'irrigation	•	•	•		Sécurité alimentaire	Mali
Apoyo al Secretariado Ejecutivo del Grupo Ejecutivo de Coordinación (GEC) de los socios técnicos y financieros en Mali	•	•	•			Mali
Appui au Secrétariat exécutif du Groupe exécutif de coordination (GEC) des partenaires techniques et financiers au Mali	•	•	•			Mali

Projet d'information et de sensibilisation aux risques et dangers associés à l'immigration clandestine, ainsi que de promotion de la libre circulation au sein de l'espace CEDEAO	•	•			Migrations et développement	Mali
Mise en oeuvre du Projet d'appui à la filière anacarde au Mali (PAFAM)	•	•	•		Sécurité alimentaire	Mali
Fonds fiduciaire Afrique. Vivre ensemble sans discrimination : approche fondée sur les droits humains et la perspective de genre	•	•	•	•	Droits humains	Maroc
Aide à la création d'un système d'information intégré de protection de l'enfance	•	•			Enfance	Maroc
Intégration des jeunes et des femmes en situation de handicap à travers l'emploi dans le secteur des voyages et du tourisme	•	•	•		Handicap / Entreprise	Maroc
Kafat Liljamia : projet de formation professionnelle dans le secteur automobile à l'intention des enfants en risque d'exclusion sociale et économique	•	•			Éducation / Formation professionnelle	Maroc
Programme d'appui institutionnel à la mise en place d'un système d'apprentissage à distance (en ligne) pour l'inclusion sociale dans le Royaume du Maroc	•	•	•	•	Éducation / Formation professionnelle	Maroc
Appui à la mise en oeuvre de "l'école de la deuxième chance" pour tous les enfants en dehors du système et à l'amélioration des performances de l'éducation non formelle (Projet 4 de la Vision stratégique 2015/2030 du Royaume du Maroc en matière d'éducation)	•	•	•	•	Éducation	Maroc
Réduction du taux de décrochage scolaire des filles dans les écoles rurales de la région de Sous Massa Drâa (Phase II)	•	•			Éducation	Maroc
Partenariat public-privé géré par l'OFPPT, dans le cadre de l'instrument PPPD (Partenariat public-privé pour le développement). Phase 2	•	•	•		Éducation / Formation professionnelle / Entreprise	Maroc
Renforcement du système des soins de santé aux nouveaux-nés à travers la standardisation des réseaux de santé périnatale	•	•	•		Santé	Maroc
Amélioration du système de collecte des données de santé dans le cadre du programme santé destiné aux populations migrantes à Nador (Maroc)	•	•			Santé	Maroc
Cartographie des organisations et institutions non gouvernementales travaillant à l'amélioration de la santé des populations migrantes au Maroc	•	•			Santé	Maroc
Appui à la réforme juridique en faveur de l'autonomisation des femmes dans le cadre familial	•	•	•		Égalité hommes-femmes	Maroc
Auto-entrepreneuriat dans l'économie sociale et solidaire, en ciblant essentiellement les femmes	•	•	•	•	Égalité hommes-femmes	Maroc
TADAMONE - Solidarité : vers l'intermédiation pour l'employabilité et l'efficacité des acteurs de l'économie sociale et solidaire	•	•	•		Égalité hommes-femmes	Maroc
Soutien à la stratégie de formation de la DG des collectivités locales dans le cadre du chantier de la régionalisation avancée	•	•			Gouvernabilité	Maroc
Phase 2 du projet d'appui à la réforme de la fonction publique	•	•	•		Gouvernabilité	Maroc
Appui technique pour le développement d'échanges et le renforcement des capacités institutionnelles. Présidence du Ministère public	•	•			Gouvernabilité	Maroc
Appui technique pour le développement d'échanges et la modernisation des capacités institutionnelles. Ministère de la Justice	•	•			Gouvernabilité	Maroc
Aide complémentaire à l'appui budgétaire en matière de politiques migratoires au Maroc. Appui à l'intégration de la population migrante dans les services d'assistance sociale et d'alphabétisation	•	•			Gouvernabilité	Maroc
Programme d'appui à la modernisation du système pénitentiaire au Maroc	•	•	•		Gouvernabilité	Maroc

Les citoyens et les jeunes en tant qu'accélérateurs/moteurs de la modernisation de l'administration locale marocaine. OCDE	•	•	•		Gouvernabilité	Maroc
Accompagnement des collectivités territoriales du Maroc dans le domaine de l'hygiène alimentaire	•	•			Sécurité alimentaire	Maroc
Programme d'appui institutionnel au secteur de l'économie sociale et solidaire et accompagnement des projets pilotes dans trois régions : le Souss Massa Drâa, l'Oriental et le Grand Casablanca	•	•			Croissance économique	Maroc
Renforcement des politiques publiques de l'emploi au Maroc	•	•			Croissance économique	Maroc
Appui à la responsabilité sociale des entreprises au Maroc. Étape 1. PPPD	•	•			Croissance économique / Entreprise	Maroc
Appui à la police mauritanienne pour le traitement de la violence fondée sur le genre	•	•			Genre et développement	Mauritanie
Renforcement de la lutte de la justice mauritanienne contre la violence fondée sur le genre	•	•			Genre et développement	Mauritanie
Création et organisation d'un réseau d'organisations d'économie sociale et solidaire dans le cadre d'une approche fondée sur le genre	•	•			Genre et développement	Mauritanie
Aide à la mise en place et au fonctionnement d'un observatoire sur l'égalité hommes-femmes dans cinq domaines socioprofessionnels à l'Université de Nouakchott, Faculté des sciences juridiques et économiques	•	•			Genre et développement	Mauritanie
Formation de médecins spécialistes (subvention en espèces). Faculté de médecine	•	•	•	•	Santé	Mauritanie
Pharmacie et médicament. Partenariat pharmaceutique 2020 : accompagner la mise en place d'un système performant de distribution et de délivrance de médicaments	•	•			Santé	Mauritanie
Appui institutionnel au ministère de la Santé 2016 : améliorer l'accès des groupes vulnérables aux soins de santé avec un soutien en matière de planification, de suivi-évaluation et d'approvisionnement des médicaments en vue d'optimiser la capacité opérationnelle des services de santé	•	•			Santé	Mauritanie
Amélioration de la distribution par la SNDP de poisson à prix subventionné	•	•			Sécurité alimentaire - Développement rural	Mauritanie
Cartographie dans le Brakna : mise en place d'un système de catalogage de l'utilisation et de la propriété des terres dans la wilaya de Brakna	•	•			Sécurité alimentaire - Développement rural	Mauritanie
Inclusion sociale des enfants pour l'accès à l'éducation et à travers le sport	•	•	•		Gouvernabilité	Mauritanie
Favoriser l'accès équitable à la justice et à la réinsertion professionnelle des personnes en détention préventive (hommes et femmes)	•	•			Gouvernabilité	Mauritanie
Promouvoir l'employabilité des jeunes (hommes et femmes) dans la zone urbaine de Nouakchott	•				Gouvernabilité	Mauritanie
Appui à la compétitivité de l'agriculture irriguée en faveur des petits producteurs et productrices du sud de Trarza	•	•			Sécurité alimentaire - Développement rural	Mauritanie
Promotion des jardins potagers périurbains à Nouakchott	•	•	•		Sécurité alimentaire - Développement rural	Mauritanie
Renforcement de la chaîne de valeur des cuirs et peaux et augmentation de la valeur ajoutée des produits	•	•			Sécurité alimentaire - Développement rural	Mauritanie
Fonds fiduciaire Afrique. Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux dans les espaces naturels protégés du nord de la Mauritanie. PROMOPECHE	•	•	•		Sécurité alimentaire - Développement rural	Mauritanie
Renforcement de la résilience des communautés agropastorales vulnérables par une meilleure gestion des troupeaux de petits ruminants (RIMRAP)	•				Sécurité alimentaire - Développement rural	Mauritanie
Analyse du fonctionnement du réseau d'accès au poisson congelé à prix subventionné	•				Sécurité alimentaire	Mauritanie

Encourager les mécanismes judiciaires à prévenir, combattre et surveiller la corruption de manière systématique et efficace, en intégrant l'approche de genre	•	•	•	•	Gouvernabilité	Mozambique
Élaboration du programme de lutte contre la corruption dans la province de Cabo Delgado 2018-2019	•	•			Gouvernabilité	Mozambique
Amélioration des capacités de l'administration fiscale du Mozambique en matière de statistiques, de gestion des impôts et d'audit fiscal	•	•			Gouvernabilité	Mozambique
Aide à la création d'un bureau provincial de planification et d'études économiques et sociales	•	•	•		Gouvernabilité	Mozambique
Programme d'appui à la lutte contre la dénutrition dans une perspective multisectorielle, en particulier dans la province de Cabo Delgado	•	•			Sécurité alimentaire	Mozambique
Appui technique en vue d'identifier des actions fortes à mettre en oeuvre dans le cadre du Plan d'action multisectoriel pour la réduction de la dénutrition chronique (PAMRDC) de Cabo Delgado 2018-2019	•	•			Sécurité alimentaire	Mozambique
Renforcement du système national de santé du Mozambique via la contribution au Fonds commun santé-PROSAUDE III 2018 et 2019	•	•	•		Santé	Mozambique
Renforcement des capacités du système national de santé du Mozambique pour la formation de médecins spécialistes	•	•	•		Santé	Mozambique
Soutien aux capacités de recherche en santé au Mozambique afin de fournir au système national de santé des évidences scientifiques visant à orienter et à guider les décisions de santé publique	•	•	•		Santé	Mozambique
Amélioration des conditions socio-économiques du district d'Ibo en favorisant l'administration participative du patrimoine de l'île dans une perspective de promotion du tourisme	•				Développement rural	Mozambique
Coopération déléguée. Appui à la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne - Phase III Mozambique	•	•	•		Adaptation au changement climatique	Mozambique
Appui budgétaire Fonds commun santé	•	•	•	•	Appui budgétaire	Niger
Renforcement des capacités de formation de médecins spécialistes du système national de santé du Niger	•				Santé	Niger
Formation de médecins spécialistes		•	•	•	Santé	Niger
Assistance technique spécialisée à la Direction générale du génie rural (DGGR) du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage du Niger, dans le sous-secteur de l'irrigation	•				Sécurité alimentaire	Niger
Emploi des jeunes et des femmes en milieu agropastoral dans la région de Tahoua	•	•	•	•	Sécurité alimentaire	Niger
Appui à la continuité de la formation professionnelle dispensée à l'Institut pratique de développement rural visant à former du personnel qualifié pour fournir un accompagnement technique aux communautés rurales du Niger	•	•	•		Sécurité alimentaire	Niger
Élevage : gestion de conflits (PROCOSEP Phase II)	•	•	•		Sécurité alimentaire	Niger
Appui programmatique au Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPCCA)	•	•	•	•	Sécurité alimentaire	Niger
Innovations pour l'intensification durable de systèmes d'irrigation adaptés au changement climatique au Niger. Dans le cadre de l'initiative "Développement intelligent de l'innovation à travers la recherche agricole"	•	•	•	•	Sécurité alimentaire	Niger
Convention des maires. Autorités locales : Dakar, Pikine, Cidade Velha, Praia, Nouakchott et Maputo	•	•	•		Énergie	Région Afrique subsaharienne
UA. Stratégie COVID	•	•			Santé	Région Afrique subsaharienne
FED/2014/346-584 Appui au dispositif de prise de décision et renforcement des capacités de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA)	•				Sécurité alimentaire	Région CEDEAO

ISGlobal. Observatoire de la santé de la Méditerranée	•	•	•		Santé	Région Afrique du nord
IEMED. Accompagnement de la société civile du monde arabe	•	•			Gouvernabilité	Région Afrique du nord
Programme régional Masar : appui aux médias et aux réseaux sociaux du monde arabe pour le renforcement de la gouvernance démocratique et l'égalité hommes-femmes	•				Genre et développement	Région Afrique du nord
Projet pour améliorer l'accès à l'eau potable dans la région de Matam à travers l'optimisation et la réhabilitation des infrastructures existantes	•	•			Eau	Sénégal
Renforcement de l'auto-emploi des jeunes dans les régions de Saint-Louis et de Matam	•	•			Emploi	Sénégal
Autonomisation des jeunes et des acteurs clés des communautés émettrices de migration clandestine par la mise en oeuvre d'actions d'information, de formation numérique et d'insertion professionnelle dans une approche fondée sur le genre et les droits humains. Commune de Thiaroye Kao, Sénégal	•	•			Emploi	Sénégal
Programme d'appui aux producteurs et utilisateurs de statistiques de genre	•	•			Genre et développement	Sénégal
Débats citoyens sur la participation des femmes à la vie politique, économique et sociale au Sénégal	•	•			Genre et développement	Sénégal
T05-EUTF-SAH-SN-06-03 Projet de renforcement de la gouvernance inclusive de la migration au Sénégal en vue d'améliorer la synergie migration-développement (Montant total de la convention de délégation : 9,5M€)	•	•	•		Gouvernabilité	Sénégal
T05-EUTF-SAH-SN-01-01 Amélioration de la capacité de résilience des populations locales et de l'accès aux services de base. Cellule de lutte contre la malnutrition. Amélioration de la réponse des communautés les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les départements de Podor, Ranérou, Matam et Kanel (YELLITAARE)	•				Sécurité alimentaire	Sénégal
T05-EUTF-SAH-SN-05-01 Appui à la réduction de la migration à travers la création d'emploi ruraux au Sénégal par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Naatangué) dans les régions à haute potentialité migratoire (Montant total convention de délégation : 10M€)	•	•			Sécurité alimentaire	Sénégal
YELLITAARE Phase 2 (Montant total : 2 910 896,05)	•	•	•	•	Sécurité alimentaire	Sénégal
Assistance technique et audit organisationnel de l'ANIDA	•	•			Développement productif	Sénégal
Appui budgétaire sectoriel aux collectivités locales de Podor	•	•			Gouvernabilité	Sénégal
Appui aux services d'état civil (inscription des enfants)	•	•			Gouvernabilité	Sénégal
Appui à la gouvernabilité locale dans le département de Podor	•	•			Gouvernabilité	Sénégal
Renforcement des capacités de la Faculté des sciences de la santé de l'Université de Ziguinchor pour l'éradication des mutilations génitales féminines	•	•			Genre et développement	Sénégal
Appui aux mécanismes de coordination de donateurs	•	•			Gouvernabilité	Sénégal
Coopération déléguée. Appui à la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne -Phase III (Pikine, Sénégal)	•	•	•		Adaptation au changement climatique	Sénégal
Coopération déléguée. Appui à la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne -Phase III (Dakar, Sénégal)	•	•	•		Adaptation au changement climatique	Sénégal
Coopération déléguée. Appui à la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne -Phase III (ENDA, Sénégal)	•	•	•		Adaptation au changement climatique	Sénégal
Mise en route de la Stratégie nationale pour l'autonomisation économique et sociale des femmes et des filles en milieu rural 2017-2020 et de son plan d'action	•	•	•		Genre et développement	Tunisie
Promouvoir la culture de la paix sociale et la participation démocratique des femmes dans la région de Mateur-Bizerte	•				Genre et développement	Tunisie

Appui au développement économique local et à la création d'emploi pour les femmes et les jeunes à Médenine, Beni Khedache et Tataouine à travers la valorisation du patrimoine culturel et naturel et la promotion du tourisme	•	•	•		Gouvernabilité / Développement économique	Tunisie
Appui à la coordination entre les ONG intervenant dans les domaines du développement, de la jeunesse et des droits humains en Tunisie. Renforcement des capacités des réseaux, plateformes et autres associations de promotion des droits humains et des libertés fondamentales à travers la formation, l'échange et la dynamisation des réseaux	•	•	•		Droits humains	Tunisie
"Una mano no aplaude sola" ("Il faut deux mains pour applaudir"). Stratégie de mobilisation et de promotion au sein de l'État et de la société civile pour la mise en oeuvre et le suivi réel de la loi n° 2017-58 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Renforcement de l'action de la Coalition nationale associative contre les violences (CNAV)	•	•			Genre et développement	Tunisie
Appui à l'Observatoire national de lutte contre la violence à l'égard des femmes à travers l'amélioration des conditions cadres et le renforcement des capacités de la société civile et des acteurs institutionnels	•	•			Genre et développement	Tunisie
Programme de renforcement des capacités des jeunes tunisiens élus aux élections parlementaires et présidentielles de 2019	•	•			Genre et développement	Tunisie
Leadership des femmes, moteurs de transformation, pour une gouvernance locale inclusive : renforcement des capacités des femmes et des acteurs locaux pour un leadership accru des femmes et la promotion de leur participation aux dynamiques de développement local dans trois gouvernorats	•	•			Genre et développement	Tunisie
FACILITÉ DE FINANCEMENT POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	•	•	•	•	Fonds cofinancé par le FONPRODE et le FIDA (Fonds international de développement agricole) composé de crédits remboursables (285,6 M€) et de dons (14,5M€), pour des projets de développement agricole	Cap-Vert, Gabon, Kenya, Madagascar, Mozambique, Niger, Sénégal, Zambie, Tunisie
PROGRAMMES D'INCLUSION FINANCIÈRE					Programmes d'appui à l'inclusion financière en Angola (FIPA), projets forestiers en Afrique (FEM-Fonds africain pour une forêt durable et compartiment africain de Moringa)	Afrique subsaharienne
PARIIS	•	•			Projet d'appui régional à l'Initiative pour l'irrigation au Sahel avec le soutien de la Banque mondiale et des six pays membres du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS)	Mauritanie, Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad
WACA (West Africa Coastal Areas Management)	•				Programme de gestion du littoral ouest africain. Programme régional géré par la Banque mondiale pour soutenir les efforts mis en oeuvre par les pays d'Afrique de l'Ouest afin d'améliorer la gestion des zones côtières, qui concentrent un tiers de la population et 42% du PIB de la région.	Régions du littoral ouest africain
PROMOGED	•	•			Projet pour la promotion de la gestion intégrée et de l'économie des déchets solides au Sénégal. Programme bénéficiant de l'appui de l'AECID et de la Banque mondiale.	Sénégal
PADAER II	•				Deuxième phase du Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural.	Sénégal
Participation de l'Espagne dans 3 programmes du PIE (Plan d'investissement extérieur de l'UE): RECIDe, InclusiFi et ERSSA	•	•	•		Programme d'appui à l'investissement privé dans les pays du voisinage sud et du continent africain. S'articule autour de trois pôles : la garantie du FEDD, l'assistance technique et un dialogue structuré pour améliorer le climat de l'investissement. L'Espagne participe à trois programmes : RECIDe (Resilient Cities in Africa), InclusiFi (entrepreneuriat local, de préférence des femmes et des jeunes, à travers l'accès au crédit) et l'Initiative énergies renouvelables (ERSSA).	Afrique subsaharienne



Des rangers kenyans avec des membres de la communauté Masi à Amboseli, au Kenya, lors d'une patrouille en mai 2020.

Renforcement de capacités et formation dans le domaine des industries culturelles et créatives / Programme ACERCA	•	•	•	•	Organisation d'ateliers de formation et de renforcement de capacités dans des pays partenaires de la Coopération espagnole, en accompagnement des acteurs des secteurs de la culture et de la création locaux	Cap-Vert, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mozambique, Niger, Éthiopie et Sénégal
Lectorats d'espagnol	•	•	•	•	Dans le cadre d'accords bilatéraux, l'AECID finance 15 lectorats d'espagnol dans les départements universitaires d'enseignement de l'espagnol langue étrangère	Cap-Vert, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Namibie, Niger, Afrique du Sud et Soudan
Bourses d'études de troisième cycle	•	•	•	•	Bourses allouées à des étudiants d'Afrique subsaharienne pour poursuivre des études de troisième cycle en Espagne dans des domaines en lien avec les ODD de l'Agenda 2030	Guinée équatoriale et Sénégal
Programmation culturelle	•	•	•	•	Activités organisées par les ambassades d'Espagne en Afrique subsaharienne en vue de promouvoir la culture espagnole et de soutenir les secteurs de la culture et de la création locaux	22 ambassades en Afrique subsaharienne et 2 antennes
Programme Culture et développement	•	•	•	•	Projets s'appuyant sur la culture comme moteur de développement : restauration du patrimoine historique, protection et mise en valeur de manuscrits écrits en caractères arabes, création d'itinéraires culturels	Mozambique, Mali et Niger

PROGRAMME DE FORMATION DANS LE RÉSEUX D'ÉCOLES SÛRES.		•	•	•	Programme de formation visant à promouvoir l'application des lignes directrices de la Déclaration sur les Écoles Sûres. S'adresse en priorité aux représentants des ministères en charge de la Défense et de l'Éducation, mais aussi à des représentants des ministères en charge des questions d'égalité (ou institutions équivalentes) et des Affaires étrangères. En collaboration avec la Direction générale des Nations Unies.	Mali, Niger, Nigeria, Cameroun, RDC, Somalie, Maroc
CONVENTION AVEC LA FONDATION PROMOTION SOCIALE	•	•			Convention mise en oeuvre en Éthiopie, dont l'objectif général est de créer de la résilience en milieu rural face aux catastrophes naturelles et/ou causées par l'homme, en encourageant un développement rural durable qui intègre l'égalité hommes-femmes et en renforçant le tissu communautaire dans la région Somali	Éthiopie
CONVENTION AVEC CIDEAL (FONDATION POUR LA COOPÉRATION ET LA RECHERCHE)	•	•			Promotion des droits économiques, sociaux et politiques des femmes dans la région de Maradi au Niger	Niger
CONVENTION AVEC LA FONDATION PLAN INTERNATIONAL ESPAGNE	•	•			Développement socioéconomique des femmes des communautés rurales des régions de Maradi et de Tahoua, au Niger, via les énergies renouvelables	Niger
CONVENTION AVEC LA FONDATION SAVE THE CHILDREN	•	•			Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité maternelle et infantile dans les régions de Kayes et Sikasso (Mali)	Mali
CONVENTION AVEC MANOS UNIDAS - COMITÉ CATHOLIQUE DE LA CAMPAGNE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE	•	•			Promouvoir le développement rural du département de Bignona, en travaillant dans deux directions : promouvoir le droit à l'alimentation et à une économie durable, et dynamiser la gouvernance démocratique pour encourager la participation citoyenne et l'exercice des droits, en accordant une attention particulière à l'autonomisation des femmes	Sénégal
CONVENTION AVEC MÉDECINS DU MONDE ESPAGNE	•	•			Renforcer l'intervention multisectorielle publique et communautaire pour réduire la dénutrition chronique et sévère dans la province de Cabo Delgado	Mozambique
CONVENTION AVEC L'ONG MOUVEMENT POUR LA PAIX, LE DÉSARMEMENT ET LA LIBERTÉ	•	•			Améliorer l'insertion socioéconomique des femmes et des jeunes dans le secteur de l'économie rurale, dans des régions frappées par les crises alimentaires, économiques et sociales	Mali
CONVENTION AVEC CIDEAL (FONDATION POUR LA COOPÉRATION ET LA RECHERCHE)	•	•			Autonomie économique et sociale des femmes de la région de Sikasso (Mali) à partir de la transformation et de la commercialisation de l'anacarde	Mali
CONVENTION AVEC LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE MEDICUS MUNDI ESPAGNE	•	•			Améliorer la santé de la population par une action sur ses déterminants sociaux, en mettant l'accent sur la nutrition et sur les soins de santé primaire afin de garantir le droit à la santé et de s'assurer la collaboration de la société civile	Mozambique
CONVENTION AVEC LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE MEDICUS MUNDI ESPAGNE	•	•			Couverture sanitaire universelle dans la région de Kayes, en insistant en particulier sur la santé reproductive et infantile	Mali
CONVENTION AVEC PROSALUS	•	•			Réduire la dénutrition chronique dans la province de Maputo, en renforçant l'agriculture familiale pour atteindre la souveraineté alimentaire, en développant l'éducation nutritionnelle et en encourageant l'autonomisation des femmes et la participation de la société civile aux politiques de santé	Mozambique
CONVENTION AVEC CARITAS ESPAGNE	•	•			Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés rurales en renforçant le mouvement coopératif et la gestion durable des ressources naturelles, afin d'accroître la résilience et d'avancer vers la pleine réalisation du droit à l'alimentation	Éthiopie

CONVENTION AVEC LA FONDATION AIDE EN ACTION	•	•			Promouvoir des environnements et des cadres de vie résilients pour les familles et les communautés les plus vulnérables de la province de l'Arsi (région Oromia) en favorisant la réduction de l'insécurité alimentaire, du phénomène migratoire et du chômage des jeunes	Éthiopie
CONVENTION AVEC LA FONDATION "RELIGIEUX POUR LA SANTÉ"	•	•			Améliorer les soins de santé et le respect du droit à la santé en renforçant la gestion au sein des districts, le système d'information sanitaire et les capacités du personnel de santé du système national de soins de santé primaire	Guinée équatoriale
CONVENTION AVEC L'ONG MOUVEMENT POUR LA PAIX, LE DÉSARMEMENT ET LA LIBERTÉ	•	•			Création d'opportunités d'avenir en milieu rural au Niger par la mise en oeuvre de moyens de développement économique et social pour les familles vulnérables, les jeunes et les femmes de la région de Tahoua	Niger
CONVENTION AVEC L'ADRA (ADVENTIST DEVELOPMENT AND RELIEF AGENCY)	•	•			Renforcer la résilience des communautés rurales, en particulier celle des jeunes et des femmes, en mettant l'accent sur une gestion intégrée et durable des ressources naturelles et sur la protection de l'environnement	Niger
CONVENTION AVEC ONGAWA (INGÉNIÉRIE POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN)	•	•			Améliorer la situation nutritionnelle de la population du département de Podor en facilitant l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à l'hygiène et à l'alimentation par une action WASH sensible à la nutrition et en renforçant les capacités	Sénégal

FIIAPP

GAR-SI SAHEL	•				Groupes d'action rapides – Surveillance et intervention au Sahel. Contribution à la sécurité des populations et à la stabilisation des pays bénéficiaires, y compris dans les zones éloignées et transfrontalières, comme condition préalable à leur développement socio-économique durable	Sénégal, Niger, Tchad
GAR-SI SAHEL	•	•			Groupes d'action rapides – Surveillance et intervention au Sahel. Contribution à la sécurité des populations et à la stabilisation des pays bénéficiaires, y compris dans les zones éloignées et transfrontalières, comme condition préalable à leur développement socio-économique durable	Mali, Burkina Faso, Mauritanie
Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel (PAGS)-Phase II	•	•	•		Contribuer à renforcer la sécurité des cinq États membres du G5 Sahel dans le cadre du nexus sécurité-développement, ainsi qu'à identifier les défis communs auxquels ils doivent faire face et les moyens d'y répondre dans une optique de coopération régionale	Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad
Application de l'état de droit dans la Grande Corne de l'Afrique	•				Améliorer les capacités des services de renseignement et des forces et corps de sécurité, ainsi que des tribunaux et des ministères publics de la région, pour lutter contre les menaces sécuritaires complexes	Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Ouganda, Yémen, Djibouti
SEACOP III – IV.	•				Programme de coopération portuaire. Appui à la lutte contre le trafic maritime illicite et contre les réseaux criminels internationaux dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'en Amérique latine et aux Caraïbes	Bénin, Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Sénégal, Sierra Leone, Togo (+ pays d'autres continents)
SecTrans-NAS	•	•			Développer et renforcer les capacités pour la gestion des risques liés au transport de matériel chimique et biologique dans le nord de l'Afrique et au Sahel	Algérie, Burkina Faso, Mali, Maroc, Niger, Tunisie
SOCIEUX++	•	•	•	•	Améliorer la protection sociale, l'emploi et le travail. Renforcer les capacités des pays à revenu faible et intermédiaire en matière de protection sociale	Gabon, Bénin, Cameroun, Cap-Vert, Zimbabwe, Côte d'Ivoire
Bridging the GAP (Comblent le fossé)	•	•			Réduire l'exclusion sociale des personnes handicapées dans les pays à revenu faible et intermédiaire en Afrique et en Amérique latine	Burkina Faso, Soudan

EU-ACT. Route de l'héroïne	•				Contribuer à la prévention et à une lutte efficace contre la criminalité organisée, y compris le trafic illicite de drogue, le long de la "Route de l'héroïne"	Mozambique et Kenya
ARAP-GHANA (Accountability, Rule of Law & Anti-Corruption Programme)	•	•			Appuyer la transparence et la lutte contre la corruption au Ghana. Réduire la corruption et améliorer la redevabilité dans ce pays d'Afrique	Ghana
ECI-NIGER (Équipe conjointe d'investigation au Niger)	•	•	•		Contribuer à la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration illégale et aux trafics d'êtres humains et de personnes migrantes	Niger
A-TIPSOM : lutte contre la traite de personnes et contre l'immigration illégale au Nigéria	•	•	•		Réduire la traite des personnes et le trafic illégal de migrants, au niveau national et régional ainsi qu'entre le Nigéria et l'UE	Nigeria
POC SÉNÉGAL	•	•	•		Partenariat opérationnel conjoint (POC) de lutte contre l'immigration clandestine, le trafic de migrants et la traite de personnes au Sénégal	Sénégal
SECSSEN-UE.	•				Renforcer les capacités des services de sécurité intérieure pour lutter contre le crime organisé ainsi que pour améliorer le contrôle des frontières (notamment vis-à-vis des réseaux de traite et de trafic d'êtres humains)	Sénégal
Appui à la lutte contre la corruption au Mozambique	•	•	•	•	Faire en sorte que les mécanismes judiciaires nationaux puissent prévenir, combattre et surveiller la corruption de manière systématique et efficace, en intégrant l'approche genre	Mozambique
Prévention, préparation et réponse aux catastrophes naturelles et d'origine humaine, Région du voisinage sud, Phase III (Protection civile)	•	•			Développer les approches nationales à la gestion des catastrophes, en se basant sur la prévention, la réduction et la préparation	Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie
Lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient et dans le nord de l'Afrique (CT MENA)	•	•	•		Aider la région MENA à mettre en place des systèmes de justice pénale susceptibles de coopérer au niveau régional et international afin d'assurer la sécurité de leurs citoyens tout en garantissant le respect du droit	Algérie, Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Tunisie
Appui au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en Algérie (TW)	•	•	•		Renforcer les compétences pédagogiques du personnel enseignant dans le domaine de la recherche ainsi que les capacités de gestion de l'administration	Algérie
Renforcement de l'expertise scientifique et technique, et mise en place d'un système de gestion de la qualité au sein de la police scientifique et technique en Algérie (TW)	•	•			Renforcer l'expertise scientifique et technique, et mettre en place un système de gestion de la qualité au sein de la police scientifique et technique	Algérie
Renforcement de l'Office des brevets égyptien (TW)	•	•	•		Contribuer à l'amélioration de l'économie égyptienne ainsi qu'à la recherche scientifique dans ce pays via l'amélioration de son système de brevets	Égypte
Renforcement institutionnel de l'autorité fiscale en Égypte	•	•	•		Contribuer aux initiatives d'amélioration de l'administration fiscale égyptienne en vue de parvenir à une harmonisation progressive des pratiques fiscales du pays avec les règles et les normes de l'Union européenne ; contribuer à la réforme des institutions dans le domaine des impôts actuellement en cours ainsi qu'à la création d'un contexte entrepreneurial plus favorable	Égypte
Appui à la gestion intégrée des frontières et au contrôle des migrations au Maroc	•	•	•		Contribuer à la réduction des vulnérabilités associées à la migration irrégulière ainsi qu'à la lutte contre ce phénomène via un renforcement institutionnel et opérationnel en matière de surveillance des frontières maritimes et terrestres	Maroc
Renforcement institutionnel du ministère de la Communication et de ses partenaires audiovisuels et des médias (TW)	•				Transformer, moderniser et adapter le secteur audiovisuel marocain	Maroc
Assurer le transport des marchandises dangereuses par route dans le respect de l'accord ADR (TW)	•				Améliorer la sécurité des transports et renforcer les structures et activités associées au transport de marchandises dangereuses par route, et appuyer la mise en place au Maroc de l'ADR	Maroc
Vivre sans discrimination au Maroc	•	•			Renforcer les acteurs institutionnels qui jouent un rôle majeur dans la mise en oeuvre d'initiatives visant à prévenir le racisme et la xénophobie envers les populations migrantes au Royaume du Maroc	Maroc



La ministre des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération lors du sommet des chefs d'État du G5-Sahel, tenue en Mauritanie en février 2020.

Appui à la présidence du ministère public	•	•	•	•	Renforcer l'état de droit par la mise en place d'un pouvoir judiciaire indépendant en vue d'une protection accrue des droits et des libertés	Maroc
Appui institutionnel pour améliorer les performances du système tunisien de recherche et d'innovation (TW)	•	•	•	•	Contribuer à l'amélioration de l'économie tunisienne et à son intégration dans l'économie mondiale en renforçant son système national de recherche et d'innovation ainsi que ses structures et les activités mises en oeuvre	Tunisie
Lutte contre le terrorisme en Tunisie (LCTT).	•	•	•	•	Renforcer les capacités des autorités tunisiennes et contribuer à la prévention de l'extrémisme violent et à la lutte contre le terrorisme	Tunisie
Lutte contre le terrorisme pour la sécurité au Liban	•	•	•	•	Objectif général : renforcer les capacités nationales au Liban pour faire face à la menace terroriste et à la criminalité organisée, tout en promouvant l'état de droit et les droits humains conformément aux normes internationales	Liban
Protection d'espaces publics	•	•	•	•	Objectif général : prévenir et réduire les attaques terroristes et leurs effets dans les espaces publics urbains. Objectif spécifique : aider les pays partenaires à protéger les espaces publics urbains contre les actes terroristes. Résultats escomptés : • sensibilisation des ministères / autorités nationales, dans les pays sélectionnés, à la nécessité de protéger les personnes et les biens dans les espaces publics et renforcement de leurs capacités pour y parvenir • Amélioration des capacités des forces de sécurité en ce qui concerne l'utilisation des systèmes de contrôle/commande, l'évaluation des risques et les TTP de protection, de réaction et de récupération • Création d'opportunités pour améliorer les mécanismes de coopération du secteur public avec les opérateurs locaux et la sécurité privée	Ghana, Kenya Sénégal
Sécurité maritime en Mauritanie	•	•	•	•	Contribuer à améliorer la gouvernance de la sécurité, en particulier de la sécurité maritime, dans une logique de redevabilité	Mauritanie
Appui à l'intégration de la société civile dans la gouvernance locale en Angola	•	•	•	•	Contribuer à la croissance économique et au développement social du pays par une participation inclusive, hétérogène et effective de la société civile au processus de gouvernance locale	Angola

AUTRES MINISTÈRES

ACTIVITÉS PRÉVUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ORGANISME RESPONSABLE	ACTIVITÉ	ANNÉE(S) D'EXÉCUTION				DESCRIPTION ET OBJECTIFS	LIEU
		2020	2021	2022	2023		
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, LA PÊCHE ET L'ALIMENTATION	Activité de la flotte espagnole dans le cadre des accords de partenariat de l'UE dans le cadre de la pêche durable	●	●	●	●	Activité de pêche qui génère de l'emploi et une activité économique locale grâce aux opérations directes de la flotte espagnole. Soutien sectoriel et institutionnel associé, par des contributions égales de paiements du secteur et de transferts du budget de l'UE.	Maroc, Sénégal, Gambie, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Liberia, Côte d'Ivoire, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Maurice et Madagascar
	Activité durable de la flotte espagnole dans le cadre d'accords de licence privés et sur avis scientifique	●	●	●	●	Activité de pêche qui génère de l'emploi et de l'activité économique locale grâce à l'exploitation directe de la flotte espagnole. Soutien sectoriel et institutionnel associé, par le biais de contributions égales des paiements du secteur aux comptes du trésor public et moyennant la collaboration dans le domaine scientifique pour l'amélioration de la connaissance des ressources des pays bénéficiaires.	Guinée, Sierra Leone, Ghana, Angola, RDC, Kenya et Tanzanie
	Recherche halieutique dans le cadre du programme "Protection pour une gestion durable" du Secrétariat général de la pêche (SGP)	●	●	●	●	Développement de campagnes de recherche pour la cartographie des fonds marins et l'évaluation des ressources dans les ZEE de pays tiers. Le navire de recherche halieutique et océanographique fourni est doté de tous les équipements nécessaires et bénéficie de la coordination scientifique de l'Institut océanographique espagnol qui met à disposition une équipe scientifique à bord. Obtention d'indices d'abondance, de tailles et de paramètres biologiques des principales espèces de poissons, crustacés et céphalopodes des zones étudiées. Obtention des paramètres hydrographiques et ichtyoplanctoniques de la zone et étude de la distribution bathymétrique des espèces.	Guinée Bissau, République du Congo, Angola
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	MISSIONS DE STABILISATION ET DE SÉCURITÉ	●	●	●	●	Participation, approuvée par le Conseil des ministres, aux missions internationales de l'UE EUTM-SOMALIE, EUTM-MALI, EUTM-RCA, et à la mission de soutien au Mali, avec un détachement aérien au Sénégal. Dans le cadre de ces opérations, l'Espagne mène des activités de coopération civile et militaire supplémentaires avec des projets portant sur l'éducation, la santé et l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le cadre de la résolution de conflits. Le nouveau mandat d'EUNAVFOR ATALANTA comprend des missions de lutte contre le trafic d'armes et de stupéfiants.	Somalie, République centrafricaine, Mali, Sénégal
	RENFORCEMENT DES STRUCTURES DE SÉCURITÉ ET APPROCHE PRÉVENTIVE DE LA RÉOLUTION DE CONFLITS	●	●	●	●	Consolider et appuyer le développement des capacités militaires des forces armées de certains pays par des activités bilatérales de formation, d'éducation et de coopération militaire. Menées sur un pied d'égalité, ces activités couvrent des domaines très divers tels que l'éducation, la gestion des situations d'urgence, l'échange de procédures ou encore des exercices combinés.	Mauritanie, Sénégal et Cap-Vert.
	RENFORCER LA SÉCURITÉ MARITIME ET LA LUTTE CONTRE LA PIRATERIE	●	●	●	●	"Dans le domaine opérationnel : participation à l'opération ATALANTA d'EUNAVFOR contre la piraterie dans l'Océan Indien. Dans le domaine de la sécurité coopérative : la marine espagnole déploie un navire pendant quatre mois par semestre dans les eaux du golfe de Guinée, avec pour mission de contribuer à la sécurité de l'environnement maritime de la côte ouest-africaine, grâce au renforcement des capacités des États côtiers. Ces déploiements contribuent également au projet pilote de l'UE de "présences maritimes coordonnées" dans le Golfe de Guinée, dont l'objectif est de renforcer l'action de l'Union dans cette région, par l'amélioration de la sensibilisation à l'environnement maritime et de la coopération en mer."	Djibouti, Somalie, Sénégal, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Nigeria, Cameroun, Gabon, Angola et Sao Tomé-et-Principe
	ASSISTANCE TECHNIQUE EN MATIÈRE DE FORMATION ET SOUTIEN FINANCIER AUX SERVICES DE RENSEIGNEMENT LOCAUX	●	●			Assistance technique visant à renforcer les capacités en matière de lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme dans quatre pays du Sahel. Dans le cas du Mali, du Niger et du Burkina Faso, une cellule de suivi conjointe a été mise en place.	Mauritanie, Mali, Niger et Burkina Faso

MINISTÈRE POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET LE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE	Formation, renforcement des capacités et des équipements des agents de protection des espaces naturels protégés et des zones/ communautés de conservation		●	●	●	Améliorer la formation à la surveillance anti-braconnage, l'équipement matériel et les conditions de travail des agents de protection de l'environnement, pour mieux asseoir leurs fonctions de surveillance et, in fine, favoriser le maintien de leurs emplois et améliorer la protection des ressources naturelles et des services écosystémiques, y compris la régulation du climat.	Guinée-Bissau, République centrafricaine, RDC, Zimbabwe, République du Congo, Tanzanie, Ouganda, Kenya, Mauritanie, Botswana, Zambie, Mozambique, Mali, Sénégal, Maroc
	Mise en place de techniques visant à prévenir les dégâts causés par les éléphants, les chimpanzés et les gorilles, entre autres espèces, aux cultures agricole situées aux abords des zones naturelles protégées.		●	●	●	Expérimenter le recours à des techniques et à des solutions non létales pour atténuer et prévenir les dommages causés par la faune sauvage aux utilisations agricoles et aux personnes des communautés rurales, pour améliorer la perception de la faune sauvage par les communautés locales et pour promouvoir leur coexistence.	Guinée-Bissau, Zimbabwe, Ouganda, Sénégal
	Mise en place de systèmes d'alerte précoce pour la détection et la prévention du braconnage et du trafic illégal d'espèces de flore et de faune sauvages.		●	●	●	Améliorer la détection des actes de braconnage, de la coupe illégale et du trafic de bois illégal par la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour la télé-détection des actes de braconnage des éléphants et des rhinocéros, accompagnée de la formation et de la fourniture des équipements technologiques nécessaires aux agents forestiers. Améliorer la formation et l'équipement des agents forestiers des concessions, des inspecteurs et des agents des douanes en ce qui concerne l'utilisation du guide d'alerte précoce pour l'identification des espèces de bois protégées par la CITES, afin de détecter l'exploitation et le trafic illégaux.	Tous les pays d'Afrique subsaharienne
	Saisie, récupération et relocalisation dans des refuges appropriés des primates victimes de trafic illégal et ne pouvant être réintroduits dans la nature.			●	●	Procéder à la saisie des primates (principalement des chimpanzés) maintenus illégalement en captivité et provenant d'un trafic illégal, afin de les soigner et de les transférer dans des refuges spécialisés et compétents en matière de prise en charge et de soins, dans lesquels le bien-être des primates est garanti.	Cameroun, Guinée Bissau, République du Congo, RDC
	Récupération et réintroduction des chimpanzés dans le parc national de Kahuzi Bihega.			●	●	Récupérer les chimpanzés du trafic illégal d'un point de vue sanitaire et éthologique, par la formation de groupes sociaux stables et la réintroduction ultérieure de ces groupes dans le milieu naturel.	RDC
	Formation et mise à disposition d'une brigade canine spécialisée dans la détection du braconnage et du trafic illégal.				●	Formation à la prévention et à la détection du trafic d'espèces sauvages et soutien à la conservation de la biodiversité africaine par la mise en place d'une brigade canine anti-braconnage.	République du Congo
	Conseil sur la mise en œuvre des accords de partenariat volontaire (APV) signés dans le cadre du plan d'action FLEGT de l'UE.	●	●			Participation aux ateliers organisés entre l'UE et l'autorité de délivrance des autorisations FLEGT pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat volontaire sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux des bois et sur les produits dérivés du bois importés dans la Communauté.	Ghana
	Formation et mise à disposition d'une brigade canine spécialisée dans la détection du braconnage et du trafic illégal.				●	Formation à la prévention et à la détection du trafic d'espèces sauvages et soutien à la conservation de la biodiversité africaine par la mise en place d'une brigade canine anti-braconnage.	République du Congo
	Conseil sur la mise en œuvre des accords de partenariat volontaire (APV) signés dans le cadre du plan d'action FLEGT de l'UE.	●	●			Participation aux ateliers organisés entre l'UE et l'autorité de délivrance des autorisations FLEGT pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat volontaire sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux des bois et sur les produits dérivés du bois importés dans la Communauté.	Ghana

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Programme d'auxiliaires de conversation.	●	●	●	●	Améliorer les compétences pédagogiques des jeunes diplômés et des étudiants en dernière année d'enseignement supérieur. Discussions en cours avec des universités d'Afrique du Sud et du Nigeria.	"Régions intéressées par le programme. L'Afrique du Sud et le Nigeria sont les pays d'origine des assistants."
	Étude de faisabilité de programmes de sections bilingues ou de professeurs invités ou d'autres actions complémentaires pour renforcer la présence de l'espagnol dans les différents systèmes éducatifs.	●	●	●	●	Entamer des conversations avec différents pays sur la mise en œuvre de programmes d'action éducative extérieure en espagnol qui contribuent à une initiative plus large pour le développement de l'enseignement de la langue espagnole dans les systèmes éducatifs de la région.	L'Afrique du Sud et le Kenya sont susceptibles d'être des pays candidats pour le lancement de projets pilotes.
	Programme de numérisation des centres éducatifs en Guinée équatoriale. Soutien aux écoles privées qui enseignent dans le cadre du système éducatif espagnol.	●	●	●	●	Action coordonnée depuis la Direction des Programmes du MEFP à Malabo avec l'AECID et l'Ambassade d'Espagne.	
	Renforcement des programmes éducatifs au Maroc. Signature de mémorandums d'entente sur les sections bilingues et les centres d'éducation privés espagnols.	●	●	●	●	La signature de mémorandums d'entente sur les sections bilingues et les centres privés est prévue prochainement. Le développement d'autres MOU dans le domaine de l'éducation est à l'étude.	
MINISTÈRE DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION	Centres de recherche espagnols en Afrique	●	●	●	●	Soutien technique et financier aux centres de recherche espagnols disposant d'une plateforme de recherche dans les pays africains (Guinée et Mozambique) et plus particulièrement aux deux programmes ci-dessous.	Guinée, Mozambique
	Activité de recherche	●	●	●	●	Soutien à la fondation Mujeres por África et plus spécifiquement à son programme "Science by Women: Health Research Visiting Senior Fellowships".	Plusieurs pays africains
	Activité de recherche	●	●	●	●	European and Developing Countries Partnerships for Clinical Trial on Poverty Related and Neglected Infectious Diseases (EDCTP, art.185 TFUE).	Plusieurs pays africains
	Activité de recherche		●			Sustainable development of Non-Noble Metal@Porous Solids for Environmental Applications	ÉTHIOPIE
	Activité de recherche		●			Increasing sustainability of mango and avocado production in Sub-Saharan Africa	KENYA
	Activité de recherche		●			COOPÉRATION EN IMMUNOLOGIE AVANCÉE : FORMATION AUX TECHNIQUES ET À LA CONCEPTION DE COURS DE PREMIER ET DE DEUXIÈME CYCLE UNIVERSITAIRE	MOZAMBIQUE
	Activité de recherche		●			SKA-COOP: Enhancing scientific preparation for the Square Kilometre Array within an Open Science framework.	AFRIQUE DU SUD
	Activité de recherche		●			Emergent plant viruses and their vectors as a menace for global food security: cooperation with sub-Saharan Africa	TANZANIE
	Activité de recherche		●			Cosmology, black holes, and metric-affine gravity.	AFRIQUE DU SUD
	Activité de recherche		●			Promoting research on gypsum ecology in South Africa.	AFRIQUE DU SUD
	Activité de recherche		●			Reinforcement of research and training on power grid instability control	CAMEROUN
	Activité de recherche		●			STRENGTHENING RESEARCH AND INNOVATION CAPABILITIES IN ARTIFICIAL INTELLIGENCE AND ROBOTICS IN KENYA	KENYA
	Activité de recherche		●			"Multiscale Observation Networks for Optical monitoring of Coastal waters, Lakes and Estuaries	TANZANIE

MINISTÈRE DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION	Activité de recherche		●			Our common future ocean in the Earth system (quantifying coupled cycles of carbon, oxygen, and nutrients for determining and achieving safe operating spaces with respect to tipping points)	AFRIQUE DU SUD
	Activité de recherche		●			Responsive Results-Based Management and capacity building for EU Sustainable Fisheries Partnership Agreement and international waters	CAP-VERT, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, NIGERIA, ÉTHIOPIE
	Activité de recherche		●			"Microbial Uptakes for Sustainable management of major banana pests and diseases	KENYA
	Activité de recherche		●			Designing Innovative plant teams for Ecosystem Resilience and agricultural Sustainability	KENYA
	Activité de recherche		●			'Enhancing Food Security in African Agricultural Systems with the Support of Remote Sensing	GHANA
	Activité de recherche		●				NIGER
	Activité de recherche		●			Towards coordinated microbiome R&I activities in the food system to support (EU and) international bioeconomy goals	AFRIQUE DU SUD
	Activité de recherche		●			'Tropical and South Atlantic climate-based marine ecosystem predictions for sustainable management	AFRIQUE DU SUD, CAP-VERT, ANGOLA, CÔTE D'IVOIRE, BÉNIN, SÉNÉGAL, CAP-VERT, NAMIBIE
	Activité de recherche		●			'New species, processes and products contributing to increased production and improved sustainability in emerging low trophic, and existing low and high trophic aquaculture value chains in the Atlantic	AFRIQUE DU SUD, BOTSWANA
	Activité de recherche		●			Europlanet - Research Infrastructure 2020-2024	ÉTHIOPIE
	Projet de recherche pluriannuel	●	●	●		DEMESTEM (DEMERSal ecosYSTEMs)	Sénégal, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Guinée, Ghana
	Projet de recherche pluriannuel					EAF-Nansen Programme. Pelagic resources and ecosystems of the Atlantic coast of Africa	Pays d'Afrique de l'Ouest intégrés dans la zone COPACE (Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est)
	Activité de recherche		●			Europlanet - Research Infrastructure 2020-2024	ÉTHIOPIE
	Campagnes de recherche sur la pêche et/ou les écosystèmes	●				Campagne d'évaluation des ressources halieutiques, principalement axée sur les crustacés. Réalisation prévue d'ici la fin de l'année 2020.	Angola et Congo
	Réunions de recherche	●	●	●	●	"ICES-WKCOLIAS. Workshop on Atlantic chub mackerel (Scomber colias) Pays africains participants : Maroc, Mauritanie et Sénégal."	Sénégal
	Réunions de recherche	●	●	●	●	Workshop for standardization of observers methodology Tenerife, 28-31 January 2020. Task 3 of Specific Contract No 12: Study on improvement for the analysis and exploitation of observers' reports in EU fisheries from NW African waters. Developed within FRAMEWORK CONTRACT EASME/EMFF/2016/008 - "Scientific advice for fisheries beyond EU waters".	Plusieurs pays
	Formation de personnel scientifique et technique					Formation du personnel technique du Centro de Investigação Pesqueira Aplicada (CIPA), à travers un cours théorique et pratique sur le terrain, en taxonomie des espèces tropicales capturées par la flotte de pêche artisanale et industrielle dans la ZEE de la Guinée Bissau.	Guinée-Bissau
	Comités scientifiques conjoints de suivi des accords de pêche entre l'Union européenne et les pays africains	●	●	●	●	Comités scientifiques conjoints de suivi des accords de pêche entre l'Union européenne et les pays africains	Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau
	Projet de recherche		●			UTE IGME-LNEG-IMPULSO	Angola

MINISTÈRE DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION	Projet de recherche	●	●	●	●	Cartographie géologique, géochimique et aérogéophysique (Ouganda) 2020-2022 -IGME-XCALIBUR-CRS- La partie développée par l'IGME s'élève à 1,2 million d'euros. Financé par le FEIX (Fonds espagnol pour l'investissement à l'étranger) et géré par l'ICO (Institut de crédit officiel).	Ouganda
	Collaborations par le biais de spécialistes		●	●	●	PanAfGEO-II (Afrique) 2021-2023. L'IGME mettra à disposition un spécialiste du patrimoine géologique pour collaborer à un projet de formation du personnel géoscientifique des services géologiques africains. Projet de collaboration entre les associations africaines et européennes de services géologiques. Financé par la DG DEVCO (UE).	Plusieurs pays
	Projet de recherche	●	●	●	●	La Plateforme solaire Almeria du CIEMAT participe à 6 projets. Les institutions africaines participantes sont originaires d'Égypte, de Tunisie, du Maroc et d'Afrique du Sud. Les thèmes de ces projets sont liés à la filière solaire de traitement des eaux et à la filière solaire de dessalement.	Afrique du Sud
	Réseau extérieur du Centre pour le développement technologique industriel (CDTI): SOST (Spanish Office for Science and Technology) du CDTI au Maroc	●	●	●	●	Le délégué du CDTI à l'Ambassade d'Espagne à Rabat est responsable des pays de la région MENA et intervient donc au Maroc mais aussi en Algérie, en Égypte et en Tunisie. Le CDTI a passé des accords pour la mise en place de programmes bilatéraux de coopération technologique avec des institutions au Maroc (IRESEN et Maroc PME), en Algérie (DGRSDT) et en Égypte (STDF et ITIDA). Il collabore avec l'Afrique du Sud dans le cadre d'EUREKA, ce pays étant partenaire. Chaque année, dans le cadre de ces programmes, des appels sont lancés pour des projets de R&D conjoints entre des entreprises espagnoles et des entités de ces pays, financés en Espagne par le CDTI et dans les autres pays par les institutions susmentionnées. Le CDTI participe à l'initiative PRIMA en tant qu'agence de financement avec les agences des quatre pays africains. Des activités de promotion de la participation aux appels à propositions et des événements de diplomatie technologique seront développés pour présenter les capacités des entreprises espagnoles dans ces pays.	Maroc, Algérie, Égypte et Tunisie
	Réseau extérieur du Centre pour le développement technologique industriel (CDTI): SOST (Spanish Office for Science and Technology) du CDTI au Maroc	●	●	●	●	Avec d'autres agences européennes pour l'innovation, le CDTI a participé à un système de jumelage visant à évaluer les possibilités d'amélioration du système de gestion de l'innovation du gouvernement algérien. Le CDTI participe actuellement à une action similaire avec la Tunisie afin de présenter les capacités des entreprises espagnoles dans ces pays.	Algérie et Tunisie
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	Aide directe au Sénégal pour le carburant, l'huile et la maintenance des patrouilles (région de Saint-Luis)	●	●	●	●	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité sénégalaises chargées de lutter contre l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains.	SÉNÉGAL
	Aide directe au Sénégal pour le carburant, l'huile, l'entretien des véhicules tout-terrain utilisés par la Police de l'Air et des Frontières du Sénégal	●	●	●	●	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité sénégalaises chargées de lutter contre l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains.	SÉNÉGAL
	Aide directe à la République de Gambie pour le carburant et l'entretien des navires et des véhicules pour l'immigration irrégulière	●	●	●	●	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité de la République de Gambie chargées de lutter contre l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains.	RÉPUBLIQUE DE GAMBIE
	Aide directe à l'équipe conjointe d'investigation de la Gambie	●	●	●	●	Financement d'activités de coopération policière (enquête et échange d'informations) entre les forces de sécurité espagnoles et les forces de sécurité gambiennes dans le cadre de la lutte contre les réseaux d'immigration irrégulière.	GAMBIE
	Aide à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé au Niger	●	●	●	●	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité du Niger chargées de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé.	NIGER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	Aide directe à la République de Côte d'Ivoire pour le cofinancement des dépenses liées aux activités de lutte contre l'immigration clandestine	•	•	•	•	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité ivoiriennes chargées de lutter contre l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains.	CÔTE D'IVOIRE
	Aide directe à la République de Guinée (Conakry) pour contribuer au fonctionnement de l'Académie de police	•	•	•	•	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité de la République de Guinée (Conakry).	RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
	Aide directe semestrielle au Sénégal destinée à financer des activités de lutte contre l'immigration irrégulière	•	•	•	•	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité sénégalaises et des activités policières des forces de sécurité espagnoles et sénégalaises chargées de la lutte contre l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains.	SÉNÉGAL
	Aide directe au Sénégal pour les frais de carburant, d'huile et d'entretien des patrouilles (régions de Kaolack et Fatick)	•	•	•	•	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité sénégalaises chargées de lutter contre l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains.	SÉNÉGAL
	Aide matérielle à la République de Guinée (Conakry), au Sénégal, à la Gambie, à la Mauritanie, au Ghana, à la Côte d'Ivoire et à la Tunisie.	•	•	•	•	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité de la République de Guinée (Conakry), du Sénégal, de la Gambie, de la Mauritanie, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et de la Tunisie chargées de la lutte contre l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains.	République de Guinée, Sénégal, Gambie, Mauritanie, Ghana, Côte d'Ivoire et Tunisie
	PROJET GAR-SI SAHEL	•	•	•	•	Lancement de la phase II du projet GAR-SI Sahel. Cette action est menée par la Garde civile. Il s'agit d'une initiative espagnole, dirigée par la Garde civile, à laquelle se sont joints, en tant que partenaires, la France, l'Italie et le Portugal. Elle vise à créer de solides unités pour le contrôle du territoire et la lutte contre le crime organisé, y compris contre le terrorisme, dans les pays bénéficiaires (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Sénégal). Exécuté en collaboration avec FIIAPP.	MAURITANIE, MALI, NIGER, BURKINA FASO, TCHAD ET SÉNÉGAL
	ÉQUIPES CONJOINTE D'INVESTIGATION (ECI-NIGER)	•	•	•	•	Financement d'activités de coopération policière (enquête et échange d'informations) entre les forces de sécurité de l'Espagne et celles du Niger dans la lutte contre les réseaux d'immigration irrégulière. Exécuté en collaboration avec FIIAPP	NIGER
	COURS D'ESPAGNOL POUR LES MEMBRES DES FORCES DE SÉCURITÉ	•	•	•	•	Cours d'espagnol destinés aux membres des forces de sécurité afin d'apprendre et de renforcer la maîtrise de la langue pour faciliter la participation ultérieure à différents cours de promotion des Forces et des corps de sécurité de l'État espagnol.	NIGER ET SÉNÉGAL
	JOURNÉES DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT CONSACRÉES À LA SÉCURITÉ, À LA GESTION DES CRISES ET AUX SITUATIONS D'URGENCE	•	•	•	•	Activité de formation visant à acquérir une connaissance directe du fonctionnement des centres de commandement et de contrôle des urgences gérés par les Forces et corps de sécurité espagnols, ainsi que des centres d'urgence du 112.	CÔTE D'IVOIRE
	FORMATION SUR LE TRAFIC ET LA TRAITE EN AFRIQUE DE L'OUEST	•				Formation et perfectionnement des agents de police sur les questions liées au trafic de migrants et à la traite des personnes.	CAMEROUN, CÔTE D'IVOIRE, RÉPUBLIQUE DE GUINÉE, MALI, NIGER ET SÉNÉGAL
JOURNÉES D'ÉCHANGE DE TACTIQUES, TECHNIQUES ET PROCÉDURES, ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET BONNES PRATIQUES DANS LE CADRE DU PROJET GAR-SI SAHEL	•	•	•	•	Renforcer les capacités des forces de sécurité et améliorer la coopération transfrontalière en complément du programme mis en œuvre par le GAR-SI Sahel visant la formation d'unités d'intervention solides.	BURKINA-FASO, TCHAD, MALI, NIGER ET SÉNÉGAL	

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	STAGE SUR LA SURVEILLANCE DES FRONTIÈRES ET LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE	●	●	●	●	Activités de patrouille conjointe lors du développement des opérations de surveillance dans les eaux territoriales de l'archipel des Canaries, afin d'améliorer la coopération et la coordination opérationnelle et de renforcer le travail de sauvetage maritime.	GAMBIE, GUINÉE BISSAU, RÉPUBLIQUE DE GUINÉE ET MALI
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE	ACCORD DE RESTRUCTURATION DE LA DETTE DE L'ÉTAT ESPAGNOL ENVERS LA SOMALIE	●	●	●	●	Un accord bilatéral sera signé avec la République de Somalie pour la restructuration de la totalité de la dette de l'État espagnol envers ce pays, dans le cadre de l'initiative PPTE.	Madrid
	SOUSCRIPTION D'UN PROGRAMME DE CONVERSION DE DETTE ENTRE L'ESPAGNE ET LA GUINÉE BISSAU	●	●	●	●	Un programme de conversion de dette sera négocié et officialisé. Il concernera la totalité de la dette détenue par l'État espagnol envers la République de Guinée-Bissau.	Madrid/Guinée Bissau
	FORMALISATION D'ACCORDS DE REESTRUCTURATION DE DETTE AVEC LES PAYS AFRICAINS POUVANT BÉNÉFICIER DE L'INITIATIVE DU CLUB DE PARIS ET DU G20 CONCERNANT LA DETTE DES PAYS À FAIBLE REVENU	●	●	●	●	Dans le cadre de l'initiative du G20 et du Club de Paris visant à suspendre le service de la dette en offrant un moratoire temporaire aux pays les plus pauvres, des accords de restructuration de la dette seront signés avec tous les pays africains qui remplissent les conditions d'éligibilité de l'initiative de moratoire du service de la dette du Club de Paris et du G20.	Madrid
	PARTICIPATION À LA VII AUGMENTATION GÉNÉRALE DE CAPITAL DE LA BANQUE AFRICAINE DÉVELOPPEMENT (BAD)	●	●	●	●	Cette augmentation vise à accroître la capacité de financement de l'institution pour répondre aux besoins de prêts de ses membres régionaux. Cette décision, prise l'année dernière, est encore plus pertinente dans le contexte actuel puisque les besoins de financement augmentent pour répondre aux défis posés par la COVID-19 en Afrique. L'Espagne prévoit de souscrire le nombre total d'actions offertes : 85 070 actions, dont 5 104 décaissables.	Multilatéral
	CONTRIBUTION À LA 15e RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (FAD 15)	●	●	●	●	"Le FAD 15 fournira des financements concessionnels aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables d'Afrique. Deux piliers stratégiques ont été retenus pour le financement : (i) la conception d'infrastructures pour soutenir la transformation économique, le développement durable et l'intégration régionale ; et (ii) le renforcement des capacités, la bonne gouvernance et le renforcement des institutions pour soutenir la croissance inclusive et la création d'emplois. Une attention particulière sera accordée à la lutte contre la pandémie de COVID-19 sur le continent, ainsi qu'à l'égalité des genres et à la lutte contre le changement climatique. La contribution prévue de l'Espagne représentera environ 1% de la reconstitution. "	Multilatéral
	CONTRIBUTION À LA RECONSTITUTION EXTRAORDINAIRE DES RESSOURCES DU FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (FAD) POUR L'INITIATIVE D'ALLÈGEMENT DE LA DETTE MULTILATÉRALE (IADM)	●	●	●	●	"L'objectif de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), adoptée en 2005, est de faire en sorte que les pays les plus pauvres et les plus endettés qui remplissent certaines conditions bénéficient d'une réduction de leurs obligations envers certaines institutions financières multilatérales, dont le FAD. En mai 2006, le Conseil des gouverneurs du FAD a approuvé une résolution relative à sa participation à cette initiative, autorisant une reconstitution extraordinaire des ressources pour compenser le Fonds pour les revenus perdus entre 2007 et 2054 en raison de l'annulation des crédits. L'Espagne prévoit de contribuer, pour la troisième fois, à la reconstitution extraordinaire du FAD associée à l'IADM."	Multilatéral
	CONTRIBUTION À L'INITIATIVE DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS COMME RÉPONSE À LA CRISE DE LA COVID-19 DU FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)	●				Le FMI a lancé une initiative de développement des capacités pour appuyer ses programmes de prêts d'urgence: il s'agit d'apporter une assistance technique aux pays particulièrement touchés par la pandémie dans des domaines prioritaires tels que l'amélioration des finances publiques, le renforcement des cadres macroéconomiques ou de la qualité des statistiques. L'initiative dispose d'un budget initial de 100 millions de dollars, qui inclut une contribution de 2 millions de dollars de l'Espagne. Un grand nombre des pays qui bénéficieront de cette initiative se trouvent en Afrique.	Multilatéral

	CONTRIBUTION AU COMPTE SPÉCIFIQUE POUR LA SOMALIE DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) POUR APURER LES ARRIÉRÉS DE CE PAYS AVEC CETTE INSTITUTION	•				Il s'agit de soutenir la Somalie dans son processus d'accès à l'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). La Somalie est l'un des rares pays éligibles à cette initiative qui n'avait pas encore pu en bénéficier. L'Espagne versera bientôt sa contribution (4 millions de dollars) au programme de financement proposé par le FMI pour la Somalie afin d'apurer les arriérés de ce pays avec le FMI, condition préalable à l'allègement de la dette des PPTE.	Somalie
MINISTÈRE DE L'INCLUSION, DES MIGRATIONS ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	POSSIBLE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS DE MIGRATION LÉGALE (SÉNÉGAL) POUR LES TRAVAILLEURS OU LES ÉTUDIANTS		•	•	•	"Définir et mettre en œuvre, en collaboration avec les autorités sénégalaises, des projets pilotes de migration légale (à des fins d'emploi ou de formation) destinés : 1. aux travailleurs qualifiés ou aux étudiants de l'enseignement supérieur, avec une composante de mobilité vers l'Espagne et une composante de retour durable. 2. aux travailleurs peu ou moyennement qualifiés, en combinant la mobilité avec une mise à niveau de leurs compétences et aptitudes, et en prévoyant des incitations significatives pour que les participants reviennent. 3. au renforcement institutionnel des autorités sénégalaises en ce qui concerne les processus de sélection des travailleurs pour la migration professionnelle, ainsi que leur retour et leur réintégration."	Sénégal et España
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME	RENFORCEMENT DES FINANCEMENTS CONCESSIONNELS ASSOCIÉS	•	•	•	•		
	RENFORCEMENT DE L'OFFRE DE FINANCEMENT COMMERCIAL ASSOCIÉ	•	•	•	•		
	DÉVELOPPEMENT DU FINANCEMENT NON LIÉ DANS LES PAYS PILOTES	•	•	•	•		
	RÉTABLISSEMENT INDISPENSABLE DU FINANCEMENT D'ÉTUDES DE VIABILITÉ ET DE FAISABILITÉ	•	•	•	•		
	RENFORCEMENT DE LA FORMATION FINANCIÈRE DU PERSONNEL DES BUREAUX ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX	•	•	•	•		
	CESCE. AUGMENTATION DE L'EXPOSITION AU RISQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	•	•	•	•		
	CESCE. SIMPLIFIER LES PROCÉDURES INTERNES	•	•	•	•		
	CESCE. ÉLABORATION DE STRATÉGIES DE COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES QUI FACILITENT LA PRISE DE RISQUES	•	•	•	•		
	COFIDES. OUVERTURE EN 2020 D'UNE DÉLÉGATION À CASABLANCA POUR COUVRIR LE TERRITOIRE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE	•	•	•	•		

	COFIDES. INTENSIFIER LA COLLABORATION AVEC LES IFD ET IFI BILATÉRALES ET AUGMENTER LEUR PRÉSENCE SOUS FORME DE CONFÉRENCES ET D'ÉVÉNEMENTS	•	•	•	•		
	RENFORCER LES CAPACITÉS DU RÉSEAU DES BUREAUX ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX DE L'ESPAGNE (OFECOMES) EN AFRIQUE ET LES RÉORGANISER: OUVERTURE D'UN BUREAU À ADDIS ABEBA	•	•	•	•		Ethiopie
	NÉGOCIATION D'ACCORDS DE PROMOTION ET DE PROTECTION RÉCIPROQUE DES INVESTISSEMENTS (APPR) AVEC LE KENYA ET LA CÔTE D'IVOIRE	•	•	•	•		Kenya; Côte d'Ivoire
	RENFORCER LA PRÉSENCE DE HAUTS FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE ESPAGNOLE	•	•	•	•	Déplacements de hauts fonctionnaires du MINCOTUR pour présenter la stratégie Horizon Afrique	
	RENFORCER LE RÔLE DE L'ICEX SUR LE CONTINENT	•	•	•	•	Renforcer le travail de veille économique, l'identification des opportunités réelles et la prise de contact avec des interlocuteurs pertinents.	
						Organiser plus de séminaires techniques et/ou de missions de marketing inversé.	
						Organiser des partenariats multilatéraux.	
						Évaluer la possibilité de création d'une antenne de l'ICEX en Côte d'Ivoire pour la BAD.	
MINISTÈRE DE LA POLITIQUE TERRITORIALE ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	Éducation au gouvernement ouvert		•	•	•	L'objectif est le renforcement institutionnel et le développement des valeurs démocratiques, à travers la formation des responsables de la planification de l'éducation et des professeurs de l'enseignement non universitaire aux principes et aux valeurs du gouvernement ouvert, afin qu'ils puissent développer des projets pédagogiques qui prônent les valeurs de transparence, de participation, d'intégrité et de collaboration avec leurs étudiants. Dans un premier temps, les enseignants seront formés aux principes du gouvernement ouvert, par le biais d'une formation en ligne ouverte à tous. Dans un deuxième temps, les enseignants développeront un projet pédagogique dans leurs écoles. Enfin, dans un troisième temps, un réseau de spécialistes du gouvernement ouvert sera créé avec des enseignants de différents pays, participants à l'initiative, pour l'échange de bonnes pratiques, avec comme support du matériel pédagogique pour les enseignants et les étudiants (MOOC et guides du gouvernement ouvert en français).	Sénégal, Côte d'Ivoire, RDC
	Journée de benchmarking sur le gouvernement ouvert				•	Journée destinée à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques concernant les avancées en matière de gouvernement ouvert (plans de gouvernement ouvert et éducation au gouvernement ouvert), avec le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo.	Espagne



Complexe touristique d'une société espagnole sur l'île de Sal, Cap Vert.

	Séminaire sur le renforcement institutionnel dans le cadre du développement du gouvernement ouvert		●		● Action de formation sur la méthodologie de création conjointe d'un Plan d'action pour un gouvernement ouvert qui constituerait un exemple pratique de collaboration des administrations publiques avec la société civile et d'alliances possibles pour construire et renforcer des institutions de gouvernance fortes. Ce séminaire s'adresse aux hauts fonctionnaires et porte sur la conception et la mise en œuvre de plans de gouvernement ouvert. Il devra inclure des mesures visant à promouvoir la transparence, la participation et l'intégrité publique. L'action comprendra l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.	Espagne
	Mise en œuvre des ODD au niveau local avec la FEMP (Federación Española de Municipios y Provincias)				Exercice de mise en œuvre des ODD au niveau local entre les ministères concernés et les représentants des collectivités locales (dans le cas de l'Espagne, la FEMP).	Sénégal

Annexe 2

Renforcement de la coordination entre instruments : pays pilotes

Choix des pays pilotes

Le choix des pays pilotes s'est fait en tenant compte des critères suivants : degré de priorité accordé aux pays par les différents acteurs de l'administration générale de l'État (AGE) ; expérience accumulée ; et présence en amont de l'Espagne, aussi bien au niveau des institutions que du secteur privé et de la société civile. Suite à cette analyse, et l'idée étant de cibler un nombre réduit de pays, il a été décidé de désigner comme pays pilotes **le Sénégal et le Maroc**. Ceux-ci vont servir de plateformes pour la mise au point de méthodes de travail conjointes qui permettront de renforcer la coordination et, partant, d'accroître l'impact des actions mises en œuvre par les différents départements de l'administration.

Le Sénégal et le Maroc sont deux pays avec lesquels l'Espagne entretient des échanges particulièrement intenses ainsi qu'un dialogue institutionnel privilégié, et qui offrent un potentiel intéressant en vue d'un approfondissement des relations bilatérales et d'une intensification

de notre présence, notamment dans le domaine économique. Par ailleurs, étant donné que le Sénégal est également pays pilote du IIIe Plan Afrique, diverses initiatives y seront engagées dans de multiples secteurs, et la combinaison des actions mises en œuvre sera porteuse d'opportunités et de plus-values. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple parmi d'autres, ce pays accueillera en 2021 le premier Instituto Cervantes de l'Afrique subsaharienne.

L'ampleur des relations entre ces deux pays, certaines complémentarités et leur appartenance respective à deux sous-régions différentes contribueront à identifier avec une plus grande pertinence les actions concrètes qui pourraient être mises en œuvre par l'AGE ainsi que les instruments financiers susceptibles d'être mobilisés.

La désignation de pays pilotes a aussi pour objectif la mise au point de programmes de coopération qui pourront ensuite servir de modèles et être reproduits dans d'autres pays.



Avion de transport de l'armée de l'air espagnole déployé à Dakar dedans le détachement MARFIL.

Enfin, la présence importante d'entreprises espagnoles au Maroc, essentiellement des petites et moyennes entreprises, fortes d'une très bonne connaissance de l'Afrique, nous encourage à réfléchir au développement d'un lien entre les deux pays pilotes qui permettrait d'exploiter le potentiel de triangulation Espagne-Maroc-Sénégal, avec la mise en œuvre d'activités visant à atteindre cet objectif.

Approche pour les pays pilotes

Le travail avec les pays identifiés comme pilotes doit conduire à l'adoption de nouvelles **mesures de coordination et de coopération renforcées** entre les différents départements de l'administration, l'objectif étant que ces mesures facilitent la réalisation des objectifs fixés et que les enseignements tirés de leur mise en œuvre soient ensuite extrapolables à d'autres pays africains.

Selon la nature des objectifs stratégiques, l'approche spécifique à mettre en place pourra être différente. Les paragraphes suivants offrent une description détaillée de **l'approche qui sera mise en œuvre pour progresser vers la réalisation de l'objectif stratégique de développement durable et de croissance économique inclusive et résiliente.**

> 1) La première étape consistera à **dresser un état de lieux**. Cette étape revêt un caractère éminemment descriptif et vise à identifier – et dans la mesure du possible, à quantifier – tous les paramètres qui peuvent s'avérer pertinents pour promouvoir une meilleure exploitation par l'Espagne des ressources financières qu'elle entend destiner à un pays donné. Un état des lieux complet devrait prendre en compte tous les éléments qui caractérisent la relation entre l'Espagne et ce pays, tels que les programmes de coopération au développement, l'enseignement

de l'espagnol, la diffusion de la culture espagnole, la diplomatie publique et la coopération en matière académique, le réseau institutionnel sur le terrain, la présence espagnole dans des missions de paix, etc., afin de pouvoir ensuite sélectionner ceux qui ont un impact direct sur la réalisation de l'objectif stratégique poursuivi (ici l'objectif stratégique n°2 de croissance économique durable et résiliente)..

Les activités prévues doivent au moins comprendre :

- 1.1) l'identification de tous les **instruments à la disposition de chacun des différents acteurs de l'AGE qui sont susceptibles d'être utilisés dans le pays** ;
- 1.2) l'identification d'**autres sources de financement disponibles** dans le pays qui permettraient de mettre en œuvre des synergies, et l'identification des domaines d'activité prioritaires ;
- 1.3) l'énumération des **priorités nationales de développement du pays**, telles que définies dans ses plans nationaux de développement ou dans des programmes de même nature, afin de connaître les domaines (principalement sectoriels) qui bénéficieront selon toute probabilité des nouveaux financements, et d'identifier des synergies avec les activités de la coopération espagnole ;
- 1.4) l'identification des **entreprises espagnoles et des institutions à but non lucratif ayant une activité économique dans le pays ou la région**.
- 1.5) En outre, il conviendra d'explorer un ensemble d'éléments institutionnels en analysant leur potentiel d'influence sur la gestion et la mobilisation des ressources de l'AGE dans le pays pilote :

> personnel des administrations espagnoles présent sur place, que ce soit de manière permanente ou ponctuelle ;

> accords, conventions ou autres formes de collaboration bilatérales en vigueur ou en cours de négociation.

> 2) La deuxième étape devra revêtir un caractère analytique. Il s'agit de réaliser **une analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces)** en prenant pour référence les résultats du travail réalisé dans la première étape et en gardant à l'esprit les facteurs qui ont une influence sur la façon dont l'Espagne pourra mobiliser ses ressources financières dans le pays. L'analyse SWOT devra se fonder sur des considérations essentiellement pratiques plutôt que théoriques, afin que des leçons puissent en être tirées et que des recommandations opérationnelles puissent être proposées.

> 3) La troisième étape devra être principalement opérationnelle. Il s'agit d'**élaborer et d'exécuter un plan d'action-pays impliquant les différents acteurs de l'administration espagnole**.

> 4) Enfin, la quatrième et dernière étape donnera lieu à la réalisation d'un **retour d'expérience**, dont les résultats seront soumis à la Commission interministérielle pour l'Afrique (CIMA). Cet exercice aura pour objectif d'identifier en particulier les leçons et recommandations susceptibles d'être extrapolées à l'action extérieure de l'AGE dans d'autres pays africains.

L'exercice décrit ci-dessus devrait donc conduire à toute une série de leçons et de recommandations qui permettront de compléter les priorités spécifiques en lien avec la mobilisation et la coordination des instruments de l'AGE en Afrique.

Annexe 3

Principaux instruments espagnols pour le financement du programme « Focus Afrique 2023 »

Les instruments suivants sont les principaux moyens ou mécanismes qui seront utilisés pour la mise en œuvre de bon nombre des activités prévues dans le programme.

FIEM. Instrument de financement de l'appui officiel à l'internationalisation des entreprises espagnoles, géré par le ministère de l'Industrie et du Commerce à travers le secrétariat d'État au Commerce. Ce fonds a été créé dans le but de promouvoir les exportations des entreprises espagnoles et les investissements directs espagnols à l'étranger en finançant les opérations ou les projets au moyen de prêts, de crédits et de lignes de crédit, principalement. Dans certaines circonstances, des modalités de financement non remboursable, un appui technique ou des activités de conseil peuvent également être fournis. Depuis 2011, le FIEM a approuvé 33 opérations en Afrique, pour un montant de 711,76 M€. En termes généraux, l'Afrique représente 34 % du portefeuille total du FIEM et l'Afrique subsaharienne, 13,84 %.

CESCE. La fonction de cet assureur est de fournir au nom de l'État une couverture face aux risques de l'internationalisation, aussi bien aux banques (par le biais d'instruments tels que la police crédit acheteur ou la police de garantie) qu'aux entreprises (police crédit fournisseur, police d'assurance des investissements à l'étranger, etc.). Le continent africain représente à peu près 10 % des opérations couvertes par la CESCE (le principal pays étant l'Angola avec près de 70 % de l'exposition totale du continent).

COFIDES. Organisme financier qui gère le Fonds pour les investissements à l'étranger (FIEX) et le Fonds pour les opérations d'investissement à l'étranger des petites et moyennes entreprises (FONPYME). La CODIFES est accréditée auprès de l'Union européenne et du Fonds vert pour le climat. Elle contribue à l'internationalisation des entreprises espagnoles et à la promotion du développement, en finançant des projets d'investissement privés ou

en appuyant la gestion d'instruments de développement. Les opérations qui concernent l'Afrique représentent 10 % de son portefeuille et se concentrent principalement dans le nord du continent. Elles sont, pour la plupart, mises en œuvre dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, des infrastructures, des énergies renouvelables, de l'industrie agro-alimentaire et des chaînes de valeur agricoles et industrielles.

ICEX *España Exportación e Inversiones* est une entité publique commerciale opérant à l'échelle nationale, dont la mission est de promouvoir l'internationalisation des entreprises espagnoles et de favoriser les investissements étrangers. L'ICEX met en œuvre des activités d'information, de formation et de conseil personnalisé, de promotion et d'appui pour encourager la participation aux appels d'offre, et de formation des professionnels aux marchés africains.

FONPRODE. Le Fonds pour la promotion du développement est l'un des principaux instruments financiers de la coopération espagnole. Il est géré par l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID) et a pour objectif principal d'éradiquer la pauvreté, de réduire les inégalités et les iniquités sociales entre les personnes et les communautés, et de promouvoir l'égalité des genres, la défense des droits humains et le développement humain durable dans les pays appauvris.

Les encours du portefeuille de FONPRODE à la clôture de l'exercice 2019 s'élevaient à 542 M€, les opérations en Afrique représentant 48 % de ce montant. Depuis 2018, six emprunts ont été autorisés sur les fonds du FONPRODE en faveur du continent africain, pour un montant total de 103 M€. Si l'on ajoute à ce montant la participation du FONPRODE à un fonds d'investissement qui investira notamment en Afrique subsaharienne, ce continent représente environ 30 % de l'ensemble des engagements assumés par le FONPRODE depuis 2018.

Par ailleurs, le FONPRODE va participer à trois initiatives relevant du Plan d'investissement extérieur de l'Union européenne, ce qui renforcera son engagement en Afrique. Le PIE vise à appuyer l'investissement privé dans des pays africains ou du voisinage de l'Union par le biais d'un mécanisme de garanties, créant de la sorte des opportunités d'emploi et de développement dans la région.

- > L'initiative RECIDE (*Resilient City Development Programme*), pilotée par l'AECID et à laquelle collabore également la Banque mondiale, bénéficie d'une garantie du Fonds européen pour le développement durable (FEDD) de 100 M€, auxquels s'ajoutent 16,68 M€ sous forme d'assistance technique dans le cadre des villes durables. Cette initiative vise à investir dans des projets d'infrastructures qui favorisent la transformation urbaine et atténuent l'impact du changement climatique et des catastrophes naturelles en Afrique. Environ 15 % des ressources de cette initiative devraient être destinées aux pays du voisinage sud et 85 % aux pays d'Afrique subsaharienne.
- > L'initiative InclusiFI cherche à contribuer à l'objectif d'inclusion financière, en appuyant l'entrepreneuriat local, de préférence les initiatives menées par les femmes et les jeunes, en facilitant leur accès aux services financiers et aux nouveaux produits financiers. Cette initiative, qui est dotée de 60 M€ sous forme de garanties du FEDD et de 11 M€ sous forme d'assistance technique, bénéficiera de l'appui du FIDA.
- > L'initiative Énergies renouvelables pour l'Afrique subsaharienne, présentée par la COFIDES et l'AECID, est principalement destinée aux zones rurales et a pour objectif d'appuyer des projets d'énergie renouvelable *mini-grid* et *off-the-grid* afin d'améliorer l'accès à l'énergie dans les zones rurales ou péri-urbaines mal desservies et de renforcer l'utilisation de l'énergie à des fins produc-



Soudeurs dans une usine métallurgique marocaine.

tives. Ces projets contribuent en outre à lutter contre le changement climatique en promouvant l'accès aux énergies propres. Cette initiative sera dotée de 20 M€ en garanties et 2 M€ en assistance technique.

L'exécution de projets de l'UE sous la forme de **coopération déléguée** constitue désormais pour l'AECID et pour la FIIAPP un instrument fondamental pour la mise en œuvre et la coordination de la coopération européenne et espagnole, ce modèle étant appelé à être renforcé. Les initiatives *Team Europe*, la programmation conjointe ou les jumelages sont d'autres exemples de mécanismes de collaboration avec la coopération européenne.

L'AECID octroie des subventions aux ONG de développement (y compris les ONG humanitaires), aux universités et aux entreprises, par le biais d'appels à conventions et d'appels à projets. Elle accorde également des aides

d'État à des entités publiques africaines et à des organisations internationales.

L'AECID dispose de divers instruments et programmes de coopération et de diplomatie culturelle et scientifique, notamment le **programme de bourses et de lectorats**, un instrument clé pour assurer la diffusion de la langue espagnole. Comme principale nouveauté, l'appel à candidatures de 2021 comprend des bourses spécifiques pour les pays d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient (bourses AFRICA-MED). Il existe également un programme pour la promotion de la culture et du développement. Sur le plan multilatéral, il convient également de signaler le **Fonds fiduciaire Espagne-UNESCO**, une modalité de coopération complémentaire portant sur la mise en œuvre régulière d'activités dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture, de la communication et des réserves de la biosphère. Ce fonds a été créé à l'inten-

tion des pays prioritaires de la coopération espagnole sur le continent africain.

Programmes de conversion de la dette en investissements publics (PCD). Les PCD impliquent que l'État espagnol renonce à certaines créances détenues par un débiteur souverain. En échange, ce débiteur affecte à un fonds de contre-valeur un montant préalablement convenu. Les ressources de ce fonds sont utilisées pour financer sur le territoire du pays bénéficiaire des projets d'investissement public qui favorisent son développement. Ces projets sont mis en œuvre par des entreprises espagnoles ou locales. Le secrétariat d'État à l'Économie et à l'Appui aux entreprises est responsable de la gestion du portefeuille des PCD, qui comprend actuellement 26 programmes, dont 16 en Afrique (deux en Afrique du Nord et 14 en Afrique subsaharienne). Le volume des dettes qui seront annulées par le biais de ces PCD s'élève à 425 millions d'euros et le montant total des projets à financer à 260 millions d'euros.

Contributions volontaires à divers programmes, fonds internationaux et autres entités à caractère international au Sahel. Ces contributions sont destinées à la défense et à la promotion des droits humains, au renforcement de la paix et de la sécurité internationales, au programme « Femmes, paix et sécurité », et à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Des contributions sont également versées à des organismes africains pour le financement de programmes de bourses d'études à l'intention des étudiants africains, afin de promouvoir la connaissance mutuelle et la diffusion de la langue et de la culture espagnoles.

Appels à subventions pour les centres de réflexion. Conformément aux conditions de base régissant ces appels, les activités financées doivent viser les objectifs suivants : défense de la démocratie, des droits humains et de la paix ; règlement des conflits et développe-

ment d'une culture de paix ; renforcement de la connaissance du système international de protection des droits humains ; réalisation d'études et d'analyses sur la mise en œuvre de la politique étrangère de l'Espagne, de l'Union européenne, d'autres États et d'organisations internationales ; promotion de la participation de la société civile à la mise en œuvre des priorités de la politique étrangère espagnole et formation pratique en la matière ; promotion des relations avec les établissements universitaires et la société civile en général pour la mise en œuvre de la politique étrangère de l'Espagne, la défense et la promotion de son image et de sa réputation internationale.



FOCUS
AFRIQUE
2023

